--
_____
Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : https://jj-pat-rey.com/
sous-domaine
https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/

Bonjour.

Quelques mots !

Après celui-là, probablement, aurai-je la flemme de faire un autre Internet-Tribune-Libre avant la fin de l'année... J'ai des soucis concernant la santé d'un être cher et on peut dire que mes projets personnels en sont largement impactés... Mais je ne puis, hélas! Avoir une action efficiente pour modifier le cours des événements, sur ce sujet aussi. Seule, en décidera, **CELLE** qui m'a déjà largement favorisé (envers et contre tout)...

Et puis, vous savez (ou pas), c'est quand même du boulot de composer un I.T.L. qui tienne la route (dans ses différentes versions), et je ne suis pas un robot !
;-)

Alors bonne fêtes de fin d'année à venir (2024) pour ceux-celles qui en auront les moyens, la chance et l'opportunité. Beaucoup sur Terre n'ont pas ce privilège : rien qu'en France, à côté de chez moi, je vois des jeunes gens dormir sous une bâche en plastique, dans un coin de parking (hé oui ! c'est cela aussi la "grandeur" de la France en ce moment), et gardons le moral et la force d'âme pour surnager dans les difficultés.

Bonne lecture !
@+

JJPR

Incidemment, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications littéraires 2023 par :
jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html

Sommaire :

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :
jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html
et pour toutes les années (de 2004 à 2023) par :
jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html
(Avec les illustrations en prime et une version PDF : innovation 2023 !)

- RETOUR SUR TERRE, À NOTRE DIMENSION...
par Jean-Jacques REY

- TRAGÉDIE PRÉVISIBLE AU PROCHE-ORIENT
par Shlomo SAND

- L'ENGRENAGE
par Alain SAGAULT

- GÉRER LE PAYS AU MIEUX DES INTÉRÊTS COLLECTIFS
par Maurice SARAZIN

- AVENIR POLITIQUE DE LA FRANCE
par Marc JUTIER pour PPS

RETOUR SUR TERRE, À NOTRE DIMENSION...

Notre président du moment n'est pas un dominant, c'est un paon en représentation d'intérêts particuliers !

Les intérêts qui nous gouvernent (par défaut !) sont ceux des grandes bourgeoisies en vérité. Ainsi en est-il des questions sur le nucléaire, les relations internationales ou sociétales, le post-colonialisme par exemple, et de toutes les affaires qui tournent autour.

Et nous pouvons constater que ces mêmes intérêts ont rendu la France infirme, devenue un tigre de papier : bientôt tout le monde va se soulager sur nous à son gré et on fera meilleure tête que Turc ! Ainsi puisque leurs agents d'influence qualifient volontiers ceux qui ne pensent pas comme eux, de racaille, d'extrémistes ou de conspirationnistes, on peut leur retourner le compliment : eux, ils œuvrent à la dégradation du prestige de la nation française qui a inspiré une civilisation avancée (entre autres). Et je ne parle pas de leur humanité ! Voilà la tache sur l'honneur de ces bourgeois.

Quand ils ont affaire à de vrais humains, braves et forts, et qu'ils ne peuvent pas se cacher derrière le Pouvoir et ses institutions, ils la mettent en veilleuse, pour résumer vulgairement. Cela s'est vérifié encore maintes fois dans l'actualité récente. Avec eux, l'étoile de la France pâlit, c'est le moins qu'on puisse dire ! C'est autre chose que de s'en prendre aux plus faibles sans risquer grand-chose, comme ils ont l'habitude de faire et au nom de la morale en plus, ici ou plus loin ! …

Cela dit en préambule, je ne comprends pas qu'on assimile l'antisionisme à de l'antisémitisme. Y aurait-il de l'adulation pour les montagnes de fric là-dessous ? … Tout cela donne du grain à moudre justement à ceux qui haïssent et remettent en cause l'existence d'Israël. Erreur dommageable et basse visée politique, en France particulièrement et en Europe plus généralement, et en Israël aussi d'ailleurs quand on y pense.

Se servant de ce sujet de clivage, certains ici, dans l' « Hexagone », frétillent déjà du popotin pour se positionner dans la course aux présidentielles (élections) de 2027, et nous ne sommes qu'en fin 2023, c'est vous dire s'ils s'y prennent en avance pour leurs prétentions !

Pourtant **Israël n'est pas un pays supérieur aux autres et au-dessus des lois internationales**. Ce pays, cette nation, n'a qu'à respecter les résolutions de l'O.N.U. qui a permis sa création… À partir de là, on pourra discuter des accommodements et des garanties à donner aux uns et aux autres. Entres nous, je vous dirai bien que les épigones de zélotes, là-bas, ils commencent à nous fatiguer !

Quant aux « experts » et invités choisis des médias qui nous bourrent le mou à longueur de journée sur le sujet de cet énième conflit Israël-Palestine, je me demande à combien se monte le prix de leur intérêt… C'est là que l'on voit une des conséquences de soumettre l'information au pouvoir financier, sans parler de l'aspect politique… Ce n'est pas sans analogie avec le récent cinéma relatif au covid ou l'Ukraine, ces manigances et propagandes. Il y a des incendiaires qui font la guerre du verbe, mais en se

croyant intouchables, à l'abri dans un pays civilisé, peut-être !?

Comme on sait, l'émotion est rarement bonne conseillère de la raison ; aussi méfions-nous du spectacle quasi permanent sur les médias grand public, en particulier audio-visuels. Que ne feraient-ils pas pour attirer des cervelles disponibles !

Pour augmenter le champ de considérations, les dits « Occidentaux » doivent accepter maintenant de ne plus être les maîtres du monde et ce n'est pas la peine d'avoir la hantise du « déclassement », on n'aura jamais moins que ce que les autres ont eu, qu'on leur laissait : je fais allusion à ceux qu'on appelait avec condescendance le « Tiers monde » et que maintenant des politiciens en mal de visions, de médiocres commentateurs et glossateurs, appellent avec dédain les « pays du Sud global », mais **autant par peur que jalousie**. Au nom de quelle supériorité ? En esprit, en armes, en argent, en technologies ? Malheureusement, ces gens abusent l'entendement moyen et font souvent percevoir les peuples à travers eux. Certainement, avec tous ces avantages ponctuels et de fausses assurances, dans l'illusion, nous avons cru pouvoir gouverner le monde à volonté, jusqu'à la fin des temps ; mais les temps changent et pas qu'en chanson !

On aura bien mérité nos crises et la bonne douche d'humilité qui menace notre intégrité. Et si cela est sans cure d'austérité, on n'aura qu'à s'en féliciter.
Dans **la Nature**, rien ne dure, tout se transforme, et justement, **Elle aussi a bien des raisons de nous ramener à notre dimension**... Et tous nos calculs alambiqués n'y feront rien : nous ne sommes pas maîtres du jeu dans **la Vie**, elle s'est faite sans nous et continuera après...

Pour revenir aux temps présents, nous sommes dans l'imprévisibilité, et **nous devons revenir sur terre**. Pardon pour ceux qui veulent aller sur Mars ou dans les étoiles ! On a bien assez colonisé ici, et pour voir ce que cela a donné, merci pour l'héritage empoisonné, laissé à la postérité !

Le dit Occident a mis et voudrait persister à mettre le désordre partout et la furie sur Terre, détruisant bien des harmonies et des compromis ; et si ce ne sont pas les autres (du Sud) qui le font, hé bien ! Cela sera la **Nature et ses forces** qui le feront : nous ramener à notre dimension, ni plus ni moins, et qui plus est, en nous amenant à la remercier pour continuer à vivre encore tant soit peu !

Jean-Jacques REY
jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

****

- En quatre articles -
RAPPORT DE FORCE INTERNATIONAUX : CHANGEMENT EN PROFONDEUR
... & ...
- En cinq articles -
DOSSIER : REGARD DE L'OCCIDENT SUR LE CONFLIT EN PALESTINE

L'Ukraine, avant et après

par Scott Ritter, Etats-Unis

zeit-fragen.ch/fr/archives/2023/nr-20/21-sonderbeilage-xxx-kongress-mut-zur-ethik-2023/die-ukraine-vorher-und-nachher

*[**Scott Ritter** est un ancien officier de renseignement des Marines qui a été en mission dans l'ex-Union soviétique, où il a mis en œuvre des accords de contrôle des armements, et au sein de l'état-major du général Norman Schwarzkopf pendant la guerre du Golfe. De 1991 à 1998, Scott Ritter a été inspecteur en chef des Nations unies en Irak. En 2003, il a vivement critiqué la décision américaine d'entrer de nouveau en guerre contre l'Irak. Il travaille sur des questions relatives au contrôle des armements, au Moyen-Orient et à la sécurité nationale.]*

Le conflit a changé la face du monde

.../... Le monde actuel est fondamentalement différent de celui existant avant le début du conflit ukrainien. Si je dis «le conflit ukrainien», soyons clairs sur une chose: en réalité, le conflit ukrainien dure depuis des décennies. Mais le conflit actuel dont je parle est celui qui s'est déroulé depuis la décision de **Vladimir Poutine** d'envoyer des troupes russes en Ukraine, le 24 février 2022.

«Les Etats-Unis doivent reconnaitre que le monde futur sera celui de pays égaux»

Deux fois par an, j'ai l'honneur et le privilège de conseiller un conseil d'administration composé de certaines des personnes les plus puissantes et les plus influentes au monde – il s'agit de personnes se trouvant aux fonctions clés dans l'industrie du pétrole et du gaz – là où l'on gagne beaucoup d'argent et où cet argent est synonyme de pouvoir. On m'a

demandé d'y aborder la géopolitique et, depuis plusieurs années, je martèle deux choses, pour essayer de convaincre ces dirigeants de l'industrie mondiale que le **monde évolue**, qu'il faut évoluer avec lui sous peine d'être dépassés. J'y ai évoqué le fait que le monde évolue de l'exceptionnalisme américain vers la multipolarité, dans laquelle l'**Amérique n'est plus considérée par le monde comme la puissance hégémonique du glob**e – et qu'au contraire, l'Amérique devra apprendre à participer à une communauté mondiale d'égaux. Ils ont rétorqué: «*Non, parce que cela obligerait l'Amérique à s'écarter de l'ordre international fondé sur le respect des règles*». Il s'agit, bien entendu, des **règles que les Etats-Unis ont figées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour renforcer leur pouvoir.**

L'ordre international fondé sur ces règles diffère crûment des principes, par exemple, de la Charte des Nations unies, qui parle de multipolarité, d'égalité mondiale et de toutes ces choses «absurdes». Parlant d'«absurdité», je me place du point de vue américain, car nous ne croyons à rien de tout cela, nous nous basons au seul pouvoir des Etats-Unis. **Nombre de ces chefs d'entreprise dont je parle sont américains. Ils dirigent des sociétés dites multinationales, mais elles n'augmentent en rien les richesses de diverses nations. Elles ne font qu'enrichir les Etats-Unis.** Par conséquent, pour continuer à exister, il leur faut un ordre international fondé sur des règles qui garantissent le maintien de ce système d'enrichissement qu'ils ont mis en place au cours des 40, 50, 60, 70, 80 dernières années.

Une époque révolue

L'autre chose exposée à cette occasion concerne ceux qui s'imaginent que l'Amérique peut imposer sa volonté au monde, quoi qu'il arrive, même si nous rencontrons un problème économique, en pouvant le régler en notre faveur par le déploiement de notre puissance militaire inégalée. En effet, en termes de puissance militaire, certains pensent que personne au monde ne peut rivaliser avec les Américains. Et là, je leur ai dit: «*Cette époque-là aussi est révolue.*»

Ils n'ont rien voulu entendre. Mais j'ai évoqué **la réalité: vingt ans de guerre sans fin dans le cadre de la soi-disant guerre mondiale contre le terrorisme** ont fondamentalement transformé la capacité de résistance de l'armée américaine. Nous ne sommes plus entraînés, armés, équipés ou préparés pour mener une guerre terrestre en Europe ou un conflit à grande échelle dans le Pacifique. Au contraire, nous avons démantelé notre armée en Irak, en Afghanistan, en Syrie – nous n'avons plus les compétences nécessaires. Et cela non plus, ils n'ont pas voulu l'entendre. Ils ont dit: «*Non. L'Amérique a des porte-avions, l'Amérique a des divisions blindées, l'Amérique est l'Amérique et le monde ne pourra jamais vaincre l'Amérique*.»

Après l'Ukraine …

Ça, c'était «avant l'Ukraine». Après l'Ukraine, une nouvelle réalité s'est installée. Avant l'Ukraine, les Etats-Unis ont réussi à convaincre l'Europe que la Russie pouvait être soumise à des sanctions. Je sais que nous en rions aujourd'hui, lorsque nous réfléchissons au caractère ridicule de la trop grande confiance de ceux qui le croyaient. Mais ceux dont la mémoire reste active, se souviennent que deux ans avant le conflit, les Etats-Unis n'arrêtaient pas de répéter: «*Nous mettrons la Russie à genoux*». Avec l'Occident, nous sanctionnerons la Russie, nous briserons sa volonté. La Russie va plier. Même si la Russie entrait militairement en Ukraine, elle ne pourrait pas soutenir cette attaque parce qu'alors ce serait l'effondrement de son économie.»

Aujourd'hui, l'économie russe est plus forte qu'elle ne l'a jamais été, en grande partie grâce aux sanctions économiques: Mais il ne s'agit pas seulement de la consolidation de l'économie russe. Il s'agit de la façon dont le monde perçoit l'Amérique: la spécificité américaine appartient au passé.

Les BRICS – la multipolarité est devenue une réalité

La semaine dernière s'est tenue, en Afrique du Sud, une réunion de l'organisation des BRICS – que l'on appelle les cinq «*pays en voie de développement*». La Chine est-elle une nation en développement? L'Inde est-elle une nation en développement? Ce sont des pays développés. Ils n'ont pas été en mesure de se réunir avant le conflit ukrainien. Il y avait des querelles internes . En effet, l'Inde et la Chine étaient en désaccord et l'économie russe n'était pas très florissante. Qui connaissait le Brésil? Le continent africain était-il prêt pour le développement? Ce sont là les questions que l'on se posait avant. On n'en parle plus. Avant la semaine dernière, les BRICS étaient un concept prometteur. Aujourd'hui, les BRICS sont une réalité qui a changé le monde. Remarquez que je n'ai pas dit «en train de changer» le monde. J'ai dit «changé le monde».

Laissez-moi vous dire ce qui s'est passé lorsque les BRICS se sont regroupés, puis agrandis. L'Amérique est passée de la première à la deuxième place. L'époque de la spécificité américaine est révolue. C'est du passé, c'est terminé, c'est fini, c'est révolu. Peut-être n'en avons-nous pas encore pris conscience. Les Américains peuvent croire qu'ils sont toujours les premiers, mais ce n'est pas le cas. Nous avons été court-circuités par les BRICS. Bon, vous allez m'objecter: «*Une minute, Scott, tout ça est l'affaire d'un grand nombre de pays*.» Selon vous, que signifie la multipolarité? Elle signifie que de nombreux pays travaillent ensemble. Et **la multipolarité n'est plus une théorie: c'est une réalité**.

La réalité des BRICS est ainsi faite que l'Amérique est passée en deuxième position. Elle y restera à jamais car elle n'aura plus la puissance économique nécessaire pour supplanter l'organisation multipolaire connue

sous le nom de BRICS qui, à l'heure même où nous parlons, est en pleine expansion. .../...

La puissance des BRICS sur les matières premières va-t-elle imposer un nouvel « ordre » économique ?

par Alastair Crooke

elcorreo.eu.org/Alastair-Crooke-La-puissance-des-BRICS-sur-les-matieres-premieres-va-t-elle-imposer-un-nouvel-ordre-economique

*[**Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du "Conflicts Forum" qui s'efforce de proposer une nouvelle approche géopolitique du monde. Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « Military Intelligence, section 6 (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (CMG), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.]*

Un « tournant » tranquille s'est produit. Il n'a rien eu d'éclatant, beaucoup l'ont peut-être à peine remarqué, mais ce fut pourtant significatif.
Le G20 n'a pas sombré dans la confrontation sordide attendue, les États du G7 (que **Jake Sullivan** a qualifié de « *comité directeur du monde libre* ») exigeant une condamnation explicite de la Russie au sujet de l'Ukraine, versus le Reste - comme cela s'est produit l'année dernière à Bali. Non, le G7 s'est « rendu » de manière inattendue à un « non-Occident » mondial en pleine ascension, qui a insisté de manière cohérente sur sa position collective.
Les prémices de l'insurrection étaient évidentes depuis le sommet des BRICS au mois d'août – c'était écrit sur les murs. **Le non-Ouest ne se laisserait pas corrompre ou contraindre à soutenir la « ligne » du G7 à l'égard de la Russie**. La guerre en Ukraine a été à peine mentionnée dans la déclaration finale - convenue - et l'exportation de céréales (russes et ukrainiennes) a été traitée de manière équitable. C'était un chef-d'œuvre de diplomatie de la part de l'Inde. Le G7 a manifestement décidé que le jeu consistant à marquer des points sur l'Ukraine n'en valait pas la chandelle. Ce dernier a donné la priorité à la recherche d'un consensus, plutôt que faire échouer le G20 (peut-être « définitivement », avec une déclaration bloquée).
Mais pour que les choses soient claires, ce n'est pas le fait de minimiser l'Ukraine qui a marqué le « tournant ». Le changement concernant l'Ukraine - désormais consolidé dans le cadre d'un changement plus large de la

politique US à l'égard de l'Ukraine - était très important, mais pas primordial.
Ce qui est 'primordial', c'est que **l'ensemble des pays non occidentaux a pu se rassembler autour de sa demande urgente d'une réforme radicale du système mondial.** Ils veulent un changement dans l'architecture économique mondiale ; **ils contestent les structures** (c'est-à-dire les systèmes de vote qui se cachent derrière ces structures institutionnelles telles que l'**OMC**, la **Banque mondiale** et le **FMI**) - et surtout, **ils s'opposent à l'hégémonie de l'arme dollar**. .../...
Rien de tout cela n'est nouveau, cela germe depuis la fameuse **déclaration de Bandung (1955)**, dont la résolution a jeté les bases du mouvement des non-alignés. À l'époque, ces États n'avaient pas le poids nécessaire pour atteindre leurs objectifs. Il en va autrement aujourd'hui : Menés par la **Chine**, la **Russie**, l'**Inde** et le **Brésil**, les BRICS ont le poids économique et la « **position de première ligne face à l'Occident** » nécessaires pour contester « l'ordre des règles » et insister sur le fait que s'il doit y avoir des « règles », elles doivent être consensuelles.
Il s'agit d'un programme véritablement radical. Une fois encore, le « tournant » est que le non-Ouest, même en l'absence des présidents Xi ou Poutine, a montré qu'il avait le « poids » nécessaire pour faire tomber le G7.
.../...
Il y a ensuite la question des « deux sphères ». **Les déclarations des BRICS et du G20 insistent toutes deux sur le fait que leur objectif n'est pas de supplanter « l'ordre » existant, mais de l'habiter dans des conditions équitables, après une reconstruction et une réorientation majeures**.
L'Inde, en particulier, est réticente à brûler tous les ponts avec l'Occident et penche pour la notion de réforme progressive de la structure économique mondiale, conduisant à l'établissement d'une sphère commerciale unique (l'Inde a de nombreux intérêts en Occident). D'autres États des BRICS partagent également ce point de vue. Ils refusent d'être contraints de choisir entre deux sphères incompatibles. (La Chine était de cet avis, mais elle constate aujourd'hui que ce sont les États-Unis, malgré leurs dénégations, qui ont l'intention de brûler les ponts avec la Chine !) Mais n'est-il pas un peu naïf d'attendre de l'Occident qu'il abjure son colonialisme camouflé ?
La primauté occidentale repose sur les piliers que sont la menace d'une guerre financière et de sanctions, le monopole des brevets technologiques, les normes et protocoles réglementaires, ainsi que la détention et le maintien d'une « avance technologique » mondiale. Le Premier ministre **Modi** pense-t-il vraiment que l'Occident peut être incité à renoncer à ces atouts simplement parce que le Sud le lui demande ?
Ce débat (une seule sphère commerciale ou deux) est susceptible de devenir la question clé à laquelle sont confrontés les BRICS et l'Occident. Il

dépend de la réaction de l'Occident : sera-t-il possible de forcer les États-Unis à procéder à des réformes aussi radicales des institutions et structures actuelles alignées sur les États-Unis, de sorte qu'une sphère économique non occidentale totalement distincte ne soit pas nécessaire ? .../...

Franchement, la dure réalité est que si les États-Unis d'Amérique cèdent leur contrôle sur l'architecture financière mondiale, on peut s'attendre à ce que le niveau de vie des Etasuniens diminue de manière significative à mesure que la demande de dollars (avec une augmentation du commerce mondial dans les monnaies nationales) diminuera. Bien entendu, la demande de dollars ne disparaîtra pas complètement.
Cette demande collective d'une nouvelle architecture financière - un nouvel accord de **Bretton Woods** - ne pouvait pas arriver à un moment plus délicat pour l'Occident. Un heureux hasard pour la Russie et la Chine ?
Bien que de nombreux Occidentaux pensent que tout va bien, que la Fed va probablement maîtriser l'inflation et qu'elle va bientôt réduire les taux d'intérêt. Les prix du pétrole ont déjà augmenté de 37 % et continuent d'augmenter. C'est le cas depuis que les prix ont atteint leur niveau le plus bas il y a quelques mois. « Les gens oublient que les prix du pétrole ont chuté de près de 50 % par rapport à leur sommet, et que cette chute s'est terminée en mai de cette année. Et cette forte baisse des prix du pétrole a été le principal facteur qui a permis de ramener l'inflation globale de 9 % à 3 % ». L'énergie est un coût important qui doit être répercuté sur les consommateurs. Il en va de même pour les intérêts de la dette, qui augmentent à mesure que les taux d'intérêt augmentent dans l'ensemble de l'économie. .../...
S'il est vrai que de nombreux Occidentaux ne comprennent pas que l'ère de l'inflation zéro était une aberration, causée par des facteurs qui ne sont plus d'actualité, il est certain que cette aberration est bien comprise à Pékin et à Moscou.
.../...
Liam Halligan note également que les prix du pétrole ont augmenté de près d'un tiers au cours des trois derniers mois : « *Il s'agit d'une augmentation extrêmement importante qui pourrait sérieusement aggraver la crise du coût de la vie. Pourtant, cette hausse semble avoir été à peine remarquée par une grande partie de notre classe politique et médiatique* ». .../... Est-ce un hasard si une guerre financière discrète, déclenchée par la dédollarisation et l'augmentation des coûts de l'énergie, pourrait finalement donner aux BRICS, les **moyens de contraindre l'Occident à changer de politique** ? Et si la réticence de l'Occident à se restructurer persiste, le leadership des BRICS pourrait-il se renforcer ? Après tout, les BRICS nouvellement élargis, sont désormais une puissance dans le domaine des matières premières. .../...

La multipolarité offre la chance de rendre notre monde plus humain

par Karl-Jürgen Müller

zeit-fragen.ch/fr/archives/2023/nr-22-17-oktober-2023/die-multipolare-welt-muss-menschlicher-werden

*[**Karl-Jürgen Müller**, Allemand de naissance et Suisse d'adoption, est historien et enseignant retraité : allemand, histoire et sciences sociales. Il vit en Suisse, où il travaille comme bénévole pour le journal coopératif « Zeit-Fragen ».]*

Comment supporter tout cela? De nouveau, guerre et destructions au Proche-Orient! Des centaines de milliers de morts déjà dans la guerre en Ukraine! L'exode de dizaines de milliers d'Arméniens du Haut-Karabagh! Et puis la souffrance des êtres humains dont presque plus personne ne parle. Par exemple, dans l'est de la République démocratique du Congo, en Syrie, en Afghanistan! Sont devenus rares, les pays ne figurant pas sur la liste de ceux souffrant d'injustice globale et de ses conséquences.

On supporterait mieux cette situation en contribuant à améliorer la cohabitation dans ce monde, pour qu'il devienne plus humain. Le premier pas est d'écouter d'abord ceux qui s'efforcent de poursuivre cette voie. S'agit-il de réflexions sérieuses, raisonnables, dignes d'être soutenues – d'un de ces nombreux petits pas en direction d'une amélioration?

Agir de la sorte n'est pas évident et exige du courage. Ce sont des forces puissantes et influentes qui ont, jusqu'à présent, «profité» de l'injustice et du manque d'égalité omniprésentes – «profité» entre guillemets car il s'agit là d'un **«profit» contre nature**, on pourrait même dire qu'il est perverti; il **contredit à la nature sociale de l'homme, à la compassion – l'impératif de la survie de l'individu ainsi que du genre humain tout entier** – bref, au sentiment d'appartenance [«*Gemeinschaftsgefühl*», notion clé de la psychologie d'**Alfred Adle**r], inné à chaque individu.

Une certaine vision du monde et de nombreux poncifs

Il n'est pas surprenant que les profiteurs tirent à boulets rouges lorsqu'ils voient leurs «profits» menacés. Ils ne veulent pas que le monde soit façonné autrement que dans leur sens. Et si l'on y regarde de plus près, la vision du monde sous-jacente part du principe d'un éternel haut et bas séparant les individus les uns des autres: la vie en tant que **lutte éternelle pour le pouvoir et l'argent**, lutte dans laquelle il n'y a que des gagnants (en haut) et des perdants (en bas) …

Les profiteurs ne l'avouent pourtant pas. Ils mettent en avant des «valeurs»

suprêmes, chez nous, en Occident, la «*démocratie*» par exemple. Ces dernières années, ils se sont mis d'accord d'imposer la formule de l' «ordre international basé sur des règles» (**OIR**). Mais ces règles, ils les ont défini exclusivement eux-mêmes. **Ceux qui conçoivent le monde désirable différemment de ce modèle figé, sont cloués au pilori**. On les traite d'«autocrates», d'«agressifs», de «forces menaçant la paix et la démocratie» – bref! : un danger pour tous ceux qui se battent en faveur de l'OIR. Ils sont diabolisés, et ceci presque tous les jours. L'objectif de cette campagne consiste manifestement dans leur isolement. La vague de propagande bat son plein. **Entretemps, de nombreux médias se sont mis entièrement au service des profiteurs du monde OIR**.

Et si on écoutait l'autre également?

En quoi serait-il erroné d'écouter également le côté adverse? Ne se pourrait-il pas, par exemple, que le Président russe, diabolisé à l'extrême chez nous, **Vladimir Poutine**, avance des idées tout à fait raisonnables, capables de contribuer en effet à œuvrer en faveur d'un monde plus humain?

Pour ma part, je lis souvent les déclarations de Vladimir Poutine, et de préférence dans la version originale.

Je viens de lire, par exemple, le discours qu'il a prononcé récemment, lors de la conférence annuelle du **Club Valdaï**. .../... En introduction, Vladimir Poutine évoque notre époque actuelle, la dénommant celle du «*bouleversement de l'ensemble de l'ordre mondial*», aboutissant à «*des changements fondamentaux dans les principes des relations internationales*». .../... Par la suite, une fois de plus, le Président russe explique sa critique de la politique occidentale, telle qu'il l'avait avancé à maintes reprises depuis longtemps, de manière toujours plus pertinente et déterminée. En effet, ses avertissements sincères remontent à son discours lors de la Conférence de Munich sur la sécurité, en février 2007 .../... Depuis ce moment, Poutine a constamment souligné les conséquences désastreuses de la politique occidentale envers le Sud global.

Une fois de plus, il explique les raisons qui ont amené la Russie à intervenir militairement en Ukraine, le 24 février 2022. Et Poutine d'y ajouter: «***La crise en Ukraine n'est pas un conflit de territoires****, je tiens à le souligner. La Russie est le plus grand pays du monde. Nous n'avons aucun intérêt à conquérir d'autres territoires. Nous nous trouvons face à l'immense tâche de développer la Sibérie, la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient. Dans le conflit actuel, il ne s'agit guère d'un conflit centré sur des territoires, ni même de l'établissement d'un équilibre géopolitique régional. Le sujet est bien plus vaste et fondamental:* ***il s'agit des principes sur lesquels reposera le nouvel ordre mondial***.»

Une paix durable

Le Président russe continue sa réflexion en ces termes: «*Une paix durable n'émergera que lorsque chacun se sentira en sécurité, sachant que son opinion est respectée, lorsqu'il y aura un équilibre dans le monde,* ***lorsqu'aucun hégémon ne sera plus en mesure de contraindre les autres à vivre et à se comporter selon ses normes*** *et que cette attitude sera comprise comme enfreinte à la souveraineté, aux véritables intérêts, aux traditions et aux principes des peuples et des Etats*.»

Et Poutine d'ajouter: «*Il est évident que l'attachement aux concepts de blocs et le désir de pousser le monde dans une situation de confrontation permanente entre le ‹nous› et le ‹eux›, est l'héritage malveillant du XXe siècle. C'est un* ***produit issu de la culture politique occidentale****, du moins de ses expressions les plus agressives. Je le répète: l'Occident – une certaine partie de l'Occident,* ***les élites occidentales – ont toujours besoin d'un ennemi****. Elles ont besoin d'un ennemi face auquel elles peuvent construire la nécessité de leur action énergique et de leur expansion. Mais ces cercles ont également besoin d'un ennemi pour maintenir le contrôle au sein du système de l' hégémon, au sein de ses blocs – au sein donc de l'* ***OTAN*** *ou d'autres blocs politico-militaires. Dès que l'on a affaire à un ennemi, tout le monde doit se rassembler autour du chef*.» .../...

Différentes civilisations dans un seul monde

Dans la deuxième partie de son discours, Poutine revient sur la notion de civilisation. Il rejette l'assimilation réduite entre la civilisation et l'Occident. Celle-ci établit l'Occident comme la seule référence. Il formule, à sa place, une conception plus vaste. «*Premièrement, dit Poutine, il existe de nombreuses civilisations, et aucune d'entre elles n'est meilleure ou pire que l'autre. Elles sont des expressions, égales dans leur droit d'existence, des aspirations de leurs cultures et de leurs traditions, de leurs peuples donc. Pour chacun d'entre nous, c'est variable*. .../...

Et d'y ajouter: «*Les principales caractéristiques d'une civilisation étatique sont sa diversité et son autosuffisance économique. Voilà donc, à mon avis, ses deux composantes les plus importantes. Le monde moderne est étranger à toute uniformisation; chaque Etat et chaque société œuvre pour qu'elle trouve sa propre voie de développement. Elle repose sur sa culture et ses traditions propres, façonnées par la géographie, l'expérience historique, tant ancienne que moderne, et les valeurs de ses populations. Il s'agit d'une synthèse complexe au cours de laquelle se forme une communauté civilisationnelle à part entière. Son hétérogénéité et sa diversité sont une garantie de durabilité et de développement*.» .../...

Emmanuel Macron n’a plus de réelle marge de manœuvre en Afrique

La redaction de Mondafrique - 26 septembre 2023 - Une chronique de Leslie Varenne

mondafrique.com/libre-opinion/emmanuel-macron-na-plus-de-reelle-marge-de-manoeuvre-en-afrique/

*[**Leslie Varenne** est co-fondatrice et directrice de l'IVERIS : institut d'études, encore trop peu connu en France, consacré à l'étude politique du monde contemporain. Elle a été journaliste d'investigation pendant 20 ans, elle est une spécialiste reconnue de l'Afrique, continent sur lequel elle se rend régulièrement et auquel elle a consacré de nombreux articles, reportages, rapports et ouvrages.]*

Si la France avance à visage découvert en Afrique, c’est un tollé. Si elle avance masquée, c’est pire encore. Le rejet de la politique française sur le continent, beaucoup plus palpable qu’un hypothétique sentiment anti français, ne fait plus aucun doute

Cette incompréhension entre Paris et ses alliés africains, bien antérieure à l’arrivée au pouvoir d’Emmanuel Macron, a pris ces dernières années des proportions stratosphériques. La petite musique dans les médias comme sur les réseaux sociaux consiste à accuser Moscou d’être le bras armé de cette contestation. Or, sans nier le rôle de la Russie, elle n’est qu’un facteur parmi d’autres qui concourent à ce climat délétère entre la France et son « pré carré » africain.

Les ressorts de ce rejet

Les fondamentaux qui étayent et entretiennent la contestation sont aussi connus depuis longtemps. Il s’agit du soutien apporté aux Présidents illégitimes aux yeux de leurs populations, de la validation de 3èmes mandats anticonstitutionnels et des élections truquées. Aucun président français n’y a mis un terme. **Ces pratiques désespèrent les peuples qui aspirent à la démocratie et étouffent dans des sociétés liberticides où règnent le sous-développement, le népotisme et la prévarication.**

Les événements récents au **Tchad** en donnent une nouvelle fois une illustration magistrale. Contrairement à ses engagements, **Mahamat Déby** a décidé, via un pseudo dialogue national, de s’octroyer le droit de se représenter à la fin de la transition qui va encore durer deux ans. Ni le Quai d’Orsay, ni l’Elysée n’ont communiqué après cette décision, ce qui montre leur embarras. Si Emmanuel Macron n’approuve pas cet ukase, que peut-il faire après avoir permis au fils d’Idriss Déby de prendre le pouvoir de manière anticonstitutionnelle ? L’époque du « *gendarme de l’Afrique* » est définitivement révolue, les chefs d’État ont le choix de leurs partenaires. Le président du monde d’après agit comme ceux du monde ancien, le ver était

dans le fruit dès l'adoubement de Mahamat Déby en avril 2021.
La politique à géométrie variable est l'autre grand reproche fait à la France. Au **Mali**, « *une junte illégitime et illégale* », au Tchad, au **Burkina Faso**, en **Guinée**, des juntes qui bénéficient d'une bienveillance certaine. Avec la guerre en Ukraine, outre les ressources disproportionnées envoyées à Kiev, un autre « *deux poids, deux mesures* », se révèle plus crûment encore. Contrairement au massacre de Boutcha, jamais les grandes tueries en Afrique (Duékoué, Côte d'Ivoire en mars 2011; Ogossagou, Mali, en mars 2019; dYirgou, Burkina Faso, janvier 2019) n'ont donné lieu à des réunions d'urgence au Conseil de Sécurité. Pourtant, **le manque de réaction internationale devant ces hécatombes est vécu comme une forme de racisme** et revient systématiquement parmi les critiques.

L'alignement sur l'OTAN

L'alignement de la France dans le « *camp occidental* » après sa réintégration dans le commandement intégré de l'OTAN en 2009, a contribué à dégrader son image sur le Continent. Ce retour a signé la banalisation de sa voix dans le concert des nations, une voix qui avait la vocation diplomatique de pont entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, comme le disait, **Dominique de Villepin** à l'époque. La fin de cette singularité s'est matérialisée en 2011 par les guerres en **Syrie**, en **Côte d'Ivoire** et en **Libye**. Les conflits dans ces deux derniers pays ont fait naître la lame de fond qui submerge aujourd'hui l'Hexagone.
Ainsi englobée dans le camp occidental, la France paye pour les aventures militaires des États-Unis, des Balkans à l'Irak en passant par l'Afghanistan, y compris celle où elle n'a pas été partie prenante. Car **c'est l'Occident tout entier qui est conspué pour des décennies de bellicisme et l'ensemble de son œuvre**. Le journaliste Ian Hamel citant l'essayiste Hamid Zanaz écrit dans *Mondafrique* : « *dans le monde arabo-islamique, dans des éditoriaux, des commentaires sur les réseaux sociaux et les plateaux de télévisions, Poutine est présenté à demi-mot, parfois même ouvertement, comme un héros qui défie l'Occident colonialiste* ». Le climat qui prévaut en Afrique n'est donc pas l'apanage du Continent. Le 16 octobre, en Haïti, des manifestants ont sorti les drapeaux russes pour s'opposer à toute velléité d'intervention américaine.
La France ne tire aucun bénéfice de cet alignement et n'est pas non plus payée en retour. Les États-Unis se démarquent de Paris pour ne pas être contaminés par sa mauvaise image. Alertés par les votes de certains pays, concernant l'Ukraine, aux Nations unies, ils tentent de reprendre la main en jouant le camp des mécontents, à l'instar du Tchad où ils soutiennent l'opposant Succès Masra. Ils ne souhaitent pas non plus s'aliéner le Mali, ils ont signé un chèque de 148,5 millions de dollars aux autorités de Bamako dans le cadre de l'aide au développement.

Bruxelles se démarque de Paris

Cerise sur le gâteau, alors qu'Emmanuel Macron a œuvré avec constance et ferveur pour faire entrer l'Union européenne dans le Sahel, afin de ne pas se retrouver seul face aux anciennes colonies, Bruxelles se démarque aussi du locataire de l'Elysée. De nombreux États membres comme l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne ne souhaitent pas payer *« pour les erreurs de Paris au Sahel »*. Ainsi l'UE cherche la martingale pour rétablir de bonnes relations avec le Mali après le départ de la France sans qu'Emmanuel Macron n'en prenne ombrage. Solidarité européenne oblige !
Dans le camp de ceux qui se réjouissent des malheurs de la France, il y a la Turquie. Elle est entrée sur le Continent par la porte du chaos libyen et depuis sa percée est spectaculaire. Ses drones Bayraktar TB2 volent dans les cieux d'Afrique de l'Est comme celle de l'Ouest, notamment au Togo, Niger, Burkina Faso. A l'instar de *Sputnik* et *RT France*, elle projette de créer des médias francophones à destination de l'Afrique, c'est dire l'intérêt qu'elle porte aux pays appartenant (ou plutôt ayant appartenu) à la zone d 'influence française. Elle envisage également d'installer une base militaire au Tchad. Compte tenu des relations pour le moins tumultueuses entre Emmanuel Macron et **Recep Tayyip Erdogan**, si les vœux d'Ankara se réalisent, cela promet une joyeuse ambiance entre alliés de l'OTAN.
Il faut compter avec la Chine également, mais la compétition est ancienne et avant tout économique. **Pékin profite du déclassement industriel français et investit dans tous les secteurs** : BTP, ports, transports, infrastructures, y compris dans des pays « amis » comme la Côte d'Ivoire et le Bénin.

L'Inde et les pays du Golfe sont aussi dans les rangs du partage du gâteau… Ils sont venus, ils sont tous là…
Et puis, évidemment il y a la Russie, objet de toutes les attentions. Elle a fait sa réapparition sur le Continent à la faveur de la deuxième guerre de Libye fin 2016, après une absence de plus de 15 ans. Avec ***Wagner*** dans ses bagages, elle a soutenu le clan **Haftar** aux côtés de l'Egypte, des Emirats et de la France. Son retour en Afrique a été spectaculaire par sa rapidité. En deux ans, de manière anarchique et opportuniste, elle a réussi à retrouver un niveau de coopération similaire à celui de l'Union soviétique. **De la Centrafrique au Mali, elle a su surfer sur les échecs et les erreurs de Paris**. Les médias lui prêtent beaucoup. A-t-elle joué un rôle lors du dernier coup d'Etat au **Burkina Faso** ? Selon des sources burkinabè des officines auraient « aidé » des manifestants qui brandissaient des drapeaux russes et conspuaient la France. A-t-elle agi plus en amont avant ou pendant le putsch ? Apparemment non, mais il est délicat d'être formel en l'état des connaissances. .../...

«Depuis 75 ans, les Palestiniens sont contraints de vivre comme une population apatride»

3 novembre 2023 Par Michael Vicente Perez

alencontre.org/laune/depuis-75-ans-les-palestiniens-sont-contraints-de-vivre-comme-une-population-apatride.html

*[**Michael Vicente Perez** est professeur associé d'anthropologie, Université de Memphis (Tennessee)]*

On estime à 1,4 million le nombre de Palestiniens et de Palestiniennes qui ont été déplacés [à l'intérieur de Gaza] depuis que l'armée israélienne a commencé à bombarder la bande de Gaza le 8 octobre 2023, en représailles à une attaque surprise des combattants du Hamas. Nombre de ces Palestiniens ont trouvé refuge dans des hébergements d'urgence des Nations unies, dans une situation que l'Organisation mondiale de la santé a qualifiée de «catastrophique».
L'accès à l'eau, à la nourriture, à l'électricité et à d'autres biens essentiels étant devenu quasiment inexistant, les agences humanitaires sont profondément préoccupées et craignent une dégradation totale de leur fonctionnement.
Si la crise actuelle des réfugié·e·s à Gaza a suscité l'inquiétude à l'échelle internationale quant aux personnes déplacées, **ce n'est pas la première fois que les Palestiniens subissent les affres de la migration contrainte.** Bien avant les derniers événements, les Palestiniens qui vivent aujourd'hui à Gaza et dans tout le Moyen-Orient ont été contraints de quitter ou de prendre la fuite lorsque leurs maisons se trouvaient dans ce qui est devenu l'Etat d'Israël. Aujourd'hui, ils sont environ 5,9 millions de réfugié·e·s, soit près de la moitié du total de la population palestinienne.
Au cours des 20 dernières années, mes recherches en tant qu'anthropologue se sont concentrées sur la situation des Palestiniens et Palestiniennes déplacés au Moyen-Orient. Ayant étudié certains des défis redoutables auxquels s'affrontent des millions de Palestiniens en tant que réfugiés apatrides privés de la possibilité de retourner dans leur patrie ou du droit à une indemnisation, je pense qu'il est essentiel de comprendre leur histoire et ce qui est en jeu pour ceux qui sont condamnés à un exil indéfini.

Peur, violence et exode: la Nakba de 1948

La majorité des réfugiés palestiniens reçoivent aujourd'hui une aide de l'Office de secours et de travaux des Nations unies (**UNRWA**). Dispersés dans toute la région, notamment en Jordanie, en Syrie, au Liban et dans les

territoires palestiniens occupés, environ un tiers des réfugiés palestiniens vivent dans les camps de l'UNRWA, tandis que les autres vivent dans les villes et villages environnants.
Les origines du déplacement des Palestiniens sont constantes et ne peuvent être réduites à une cause unique. La plupart des réfugiés peuvent toutefois être rattachés à deux événements importants de l'histoire palestinienne: la «Nakba» et la «Naksa».
Le principal événement de l'histoire et de la mémoire palestiniennes modernes est la Nakba, que l'on peut traduire approximativement par «catastrophe». Ce terme fait référence au déplacement massif d'environ 700 000 Palestiniens pendant la guerre israélo-arabe de 1948 et la création de l'Etat d'Israël.
La majorité de la population arabe de Palestine a dû quitter ses domiciles et terres pendant la guerre, cherchant un refuge temporaire au Moyen-Orient, mais espérant revenir après la fin des hostilités.
L'exode massif des Palestiniens en 1948 a donné lieu à deux réalités qui ont marqué la région depuis lors. La première concerne environ 25 000 Palestiniens déplacés à l'intérieur des frontières de ce qui est devenu Israël. Connue sous le nom de Palestiniens déplacés à l'intérieur de leur propre pays, cette communauté n'a franchi aucune frontière officielle et n'a donc jamais reçu le statut de réfugié en vertu du droit international. Au lieu de cela, ils sont devenus des citoyens israéliens, se distinguant par leur désignation légale en Israël en tant qu'«absents présents».
Par le biais de la loi [de 1950] de «propriété des absents», **l'Etat israélien a procédé à la confiscation des biens des Palestiniens déplacés et leur a refusé le droit de retourner dans leurs maisons et villages d'origine.**
Le deuxième événement concerne plus de 700 000 Palestiniens qui ont dû fuir au-delà de ce qui est devenu les frontières de facto d'Israël et qui ont obtenu le statut officiel de réfugié sous l'égide des Nations unies. Ce collectif a trouvé refuge dans des régions de Palestine non conquises par les forces juives, comme Naplouse et Jénine, et dans les Etats voisins, notamment la Jordanie, la Syrie, le Liban et l'Egypte.
Immédiatement après leur déplacement, ces Palestiniens ont bénéficié d'un soutien ad hoc de la part de diverses organisations internationales jusqu'à la création, en 1949, de l'UNRWA, qui a assumé la responsabilité officielle de la gestion des opérations de secours directes et de l'infrastructure des camps de réfugiés dans l'ensemble du Moyen-Orient.
Outre l'éducation, les soins de santé et d'autres services, y compris le microfinancement et la formation professionnelle, l'UNRWA a soutenu des projets d'amélioration des camps de réfugiés en construisant des routes et en réhabilitant des maisons dans les camps.

Réfugiés en Jordanie, en Egypte et en Syrie: la Naksa de 1967

Le deuxième plus grand déplacement de Palestiniens a eu lieu en 1967 pendant la guerre israélo-arabe, connue par les Palestiniens sous le nom d'Al Naksa: le «revers», la «rechute» [commémoré le 5 juin de chaque année].
Opposant Israël d'un côté et la Syrie, l'Egypte et la Jordanie de l'autre, la guerre s'est terminée par l'occupation israélienne de territoires dans les trois pays, y compris les zones restantes de la Palestine: la Cisjordanie et la bande de Gaza. Pendant la guerre, environ 400 000 Palestiniens ont été déplacés de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, principalement vers la Jordanie, et placés dans l'un des six nouveaux camps de réfugiés de l'UNRWA.
D'autres ont trouvé refuge en Egypte et en Syrie. Plus d'un tiers des Palestiniens déplacés en 1967 étaient déjà des réfugiés de 1948 et ont donc subi une deuxième migration forcée. Comme en 1948, à la fin de la guerre de 1967, **le gouvernement israélien a refusé le retour de tous les réfugiés et a procédé à la destruction de plusieurs villages palestiniens dans le territoire occupé**, notamment Emmaüs, Yula et Beit Yuba. Après leur destruction, ces zones ont été cédées à des Israéliens juifs.

Au-delà de la Nakba et de la Naksa

Bien que les tragédies de la Nakba et de la Naksa aient fait de la grande majorité des Palestiniens des réfugiés, de nombreux événements survenus depuis ont augmenté leur nombre. L'une des principales causes de déplacement des Palestiniens aujourd'hui est la pratique israélienne de la démolition de maisons.
Qu'il s'agisse d'une mesure punitive ou du résultat d'un système de permis qui, selon les groupes de défense des droits humains, est systématiquement discriminatoire à l'égard des Palestiniens, entre 2009 et 2023, cette pratique a détruit plus de 9000 maisons et laissé environ 14 000 Palestiniens sans abri.
Des guerres régionales n'impliquant ni Palestiniens ni Israéliens ont également entraîné de nouveaux départs forcés de Palestiniens. Après la fin de l'occupation du Koweït par l'Irak en 1990, plus de 300 000 Palestiniens ont été expulsés du Koweït (Badil, no 44, 2010, revue Esprit, juillet 2011] en représailles du soutien apporté à Saddam Hussein par la principale organisation nationale palestinienne, l'Organisation de libération de la Palestine (**OLP**).
Depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011, plus de 120 000 réfugiés palestiniens ont fui le pays, principalement vers la Turquie et la Jordanie, tandis que 200 000 autres ont été déplacés à l'intérieur de la Syrie. Plus récemment, la guerre entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza a déjà entraîné le déplacement de plus de 1,4 million de Palestiniens. [Voir l'article sur les plans de déplacement possible de la population gazaouie.]

alencontre.org/moyenorient/palestine/le-scenario-dune-population-gazaouie-deplacee.html
.../...
Exil permanent ou retour?
Les réfugiés palestiniens représentent la plus longue situation de réfugiés de l'histoire moderne. Depuis 75 ans, ils sont contraints de vivre comme une population apatride sans pouvoir retourner dans leur patrie. La durée de leur situation difficile est sans aucun doute liée au caractère unique de leur migration forcée. Les Palestiniens ont fui une patrie qui est devenue l'Etat d'une autre population, en l'occurrence juive, dont les dirigeants considèrent le retour des Palestiniens comme une menace démographique. .../...

Entre Israël et l'Occident, le déni potentiellement génocidaire de la Palestine

Ussama Makdisi 5 novembre 2023

contretemps.eu/israel-occident-deni-palestine/

*[**Ussama Makdisi** est un universitaire palestinien et américain, professeur d'histoire à l'Université de Berkeley en Californie et auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels Age of Coexistence.]*

L'amour du sionisme en Occident a toujours eu une relation trouble avec le génocide. Le sionisme en tant qu'idéologie politique trouve ses racines dans une époque où les empires européens justifiaient régulièrement l'extermination de ceux qu'ils considéraient comme des peuples inférieurs et des barbares non civilisés. Sa promesse fondatrice repose sur une sorte de génocide métaphorique.

Aux racines du sionisme et du philosionisme, un racisme colonial
L'idée sioniste européenne du XIXe siècle d'implanter et de maintenir un État nationaliste exclusivement juif dans une Palestine multiconfessionnelle est dès le départ fondée sur l'effacement de l'histoire et de l'humanité des Palestiniens autochtones. À la suite de l'Holocauste allemand des Juifs d'Europe, le philosionisme occidental est puissamment renforcé par un sentiment de culpabilité et une sympathie pour l'idée d'un État juif. Aujourd'hui, le philosionisme est arrivé à un point de son cheminement où il endosse l'idée d'un génocide à Gaza au nom de la défense de cet État juif. Depuis que les « diaboliques » guérilleros palestiniens ont quitté le ghetto de Gaza et ont attaqué et tué des soldats,

policiers, colons armés et civils israéliens le 7 octobre 2023, le soutien des libéraux et des États occidentaux au « droit d'Israël à se défendre » est écrasant. Ce soutien strident ne faiblit guère alors qu'Israël mène méthodiquement une campagne de terre brûlée depuis près d'un mois, détruisant des dizaines de milliers de maisons, d'hôpitaux, d'écoles, de mosquées, d'églises et de boulangeries et soumettant la population réfugiée palestinienne de Gaza à une punition collective d'une cruauté inouïe. Ce dernier épisode du philosionisme révèle plus clairement que jamais l'impitoyable double standard qui le sous-tend : l'histoire et les vies des juifs Israéliens sont respectées ; l'histoire et les vies des Palestiniens musulmans et chrétiens sont fondamentalement dévalorisées.
Ce double standard a une longue histoire qui remonte à l'époque où d'enthousiastes théologiens protestants d'Europe et d'Amérique du Nord adhèrent à l**'idée du « retour » des Juifs dans la Palestine biblique, sans s'intéresser ni à la population qui existe alors en Palestine ni à sa diversité.** Le mouvement nationaliste sioniste qui émerge en Europe centrale et orientale parmi les Juifs ashkénazes européens ignore lui aussi la population palestinienne autochtone. Cela s'explique en partie par la géographie : **le sionisme est né non pas au sein des anciennes communautés juives d'Orient, mais dans la lointaine Europe.** Ses dirigeants ne sont pas des Juifs arabes ou orientaux, mais des Juifs ashkénazes européens. Quant à son idéologie nationaliste ethnoreligieuse, elle est forgée non pas par le pluralisme du Moyen-Orient de l'époque, mais par les nationalismes raciaux, ethniques et linguistiques concurrents de l'Europe. **L'antisémitisme racial qui se manifeste en Europe est étranger aux rythmes des différences religieuses, de la discrimination et de la coexistence si familiers aux divers habitants de l'Orient islamique ottoman.**
En partie au moins, **la condescendance du sionisme européen vis-à-vis de l'autochtone est fondée sur le racisme.** Car le projet sioniste se développe comme un projet colonial. Alors que les principaux sionistes sont aux prises avec l'antisémitisme racial de l'Europe, ils expriment, partagent, contribuent et font circuler de nombreux tropes racistes fondamentaux de la culture occidentale du XIXe siècle : les terres des peuples autochtones seraient largement « vides » et donc ouvertes à la colonisation, le colonialisme serait le salut et l'expulsion des peuples autochtones serait inévitable ou nécessaire parce que **ces peuples seraient racialement et mentalement inférieurs, non civilisés et donc sans valeur historique ou éthique**. En ce sens, l'un des slogans du mouvement sioniste est « *Une terre sans peuple pour un peuple sans terre* ».
L'orientalisme inhérent à ce sionisme colonial se manifeste à la fois dans la déclaration Balfour de 1917 et dans la charte officielle du mandat britannique de la Palestine en 1922. Aucun de ces documents coloniaux ne fait directement référence aux Palestiniens. Ces derniers sont décrits comme des « communautés non juives » dont l'importance historique,

religieuse et civilisationnelle est moindre comparée à celle du « peuple juif », identifié explicitement comme plus important. **Arthur Balfour,** lui-même, explique la signification de cette occultation dans un mémorandum confidentiel en 1919. Il admet qu'il est inutile de prétendre que la notion d'autodétermination développée dans l'après-guerre puisse être conciliable avec le sionisme en Palestine, où **des Juifs essentiellement européens sont encouragés à s'installer et à coloniser la Palestine ainsi qu'à racheter ce qui était communément considéré comme une terre abandonnée**. .../...

Le sionisme et l'effacement de la présence palestinienne-arabe

Ces corps autochtones sont pourtant une présence bien réelle et – pour les nationalistes sionistes qui veulent bâtir un État juif en Palestine – une présence tangiblement indésirable. Contrairement aux ecclésiastiques protestants distants et quelques universitaires obsédés par les prophéties bibliques, les sionistes coloniaux sont de plus en plus préoccupés par leur question « arabe » : comment, en bref, transformer une terre effectivement habitée par une majorité écrasante d'Arabes en un État exclusivement juif ? En d'autres termes, **les Palestiniens musulmans et chrétiens sont considérés comme un véritable obstacle au bon déroulement du sionisme colonial**. Ils sont envisagés comme des corps physiques qu'il faut contourner, éviter, réprimer, soustraire à la vue et, en fin de compte, expulser physiquement de la terre.

Aussi, le mouvement sioniste n'engage-t-il aucune révision de son fantasme de transformer une terre pluriconfessionnelle qui, depuis des siècles, entretient des liens culturels, linguistiques, religieux, commerciaux et historiques profondément organiques avec les terres qui entouraient la Palestine, en un État juif souverain séparé de l'environnement social de la Palestine. **Soutenu par ses protecteurs impériaux britanniques, le mouvement sioniste redouble son projet de colonisation systématique de la Palestine.** En 1923, le colon d'origine russe **Vladimir Jabotinsky** décrit le sionisme colonial comme un « mur de fer » qui écraserait l'esprit des autochtones de Palestine. Derrière ce « mur de fer », protégé par les baïonnettes de l'empire britannique, Jabotinsky insiste sur le fait que le sionisme colonial peut se développer sans entrave et finir par déposséder les autochtones, quelles que soient leurs protestations. Selon lui, ce n'est que lorsque les autochtones auront abandonné tout espoir de résistance que les sionistes pourront espérer faire la paix avec les « primitifs » palestiniens. Cette attitude insensible à l'égard des Palestiniens conduit certains sionistes juifs européens de premier plan, tels que **Hans Kohn**, à rompre résolument avec le mouvement en 1929. Kohn est en effet **choqué par le mépris des sionistes à l'égard des aspirations nationales des Palestiniens**. Il est également consterné par la manière dont le mouvement sioniste nie leur juste mouvement pour la liberté politique et nationale. « *Le sionisme*, insiste Kohn à l'époque, *n'est pas le judaïsme* ». .../...

La création d'Israël et son envers : vider la Palestine
L'Holocauste des Juifs d'Europe par l'Allemagne nazie et le développement concomitant du mouvement sioniste en Palestine occupée, grâce à l'appui de la Grande-Bretagne, renforcent l'impératif occidental de créer un État juif aux dépens des Palestiniens. Tandis qu'ils refusent d'accorder l'asile aux survivants de l'Holocauste aux États-Unis, les hommes politiques américains soutiennent l'envoi des personnes juives déplacées en Palestine au nom de la décence et de l'humanisme. Les dirigeants et propagandistes sionistes juifs occupent alors une place beaucoup plus importante dans la pensée d'après-guerre et, surtout, dans les couloirs du pouvoir politique et de la prise de décision en Occident que leurs homologues arabes. **Les Palestiniens autochtones sont totalement exclus du processus décisionnel qui les concerne directement. En novembre 1947, l'ONU, dominée par l'Occident, vote la partition de la Palestine et la création d'un État juif, alors que l'écrasante majorité de la population est palestinienne et que la majeure partie [94%] de la Palestine historique appartient aux Palestiniens.** .../...
.../...
Le déni libéral occidental d'un ancrage palestinien ancien, durable et significatif en Palestine a des effets profonds. Il conduit à une série de « commandements » philosionistes qui façonnent les contours de l'humanisme eurocentrique d'après-guerre. Le premier de ces commandements consiste à ne **pas remettre en question Israël en tant qu'État juif, quel que soit le sort réservé par cet État aux survivants palestiniens musulmans et chrétiens de la Nakba. Remettre en question la nature de l'État juif d'Israël revient à remettre en question le refoulement de l'Occident de son propre passé antisémite.** Dans les années 1950, les libéraux occidentaux aussi bien que la gauche ont soutenu avec vigueur Israël contre ses ennemis arabes : syndicats, radicaux, socialistes et libéraux furent tous enthousiasmés par le nouvel État. .../...

Israël-Palestine : L'Occident vit dans une bulle

par René Naba ; 17 octobre 2023 ; tribune co-publiée avec le journal algérien «Algérie Patriotique»

madaniya.info/2023/10/17/israel-palestine-loccident-vit-dans-une-bulle/

*[**René Naba** : Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur*

général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. .../... : madaniya.info/auteurs/]

Les Palestiniens n'ont pas vocation à être les indiens d'Amérique du XXI me siècle.
«*Tout autant qu'Israël, l'Occident a le sang de Gaza sur les mains*»
Jonathan Cook
middleeasteye.net/fr/opinion-fr/guerre-israel-palestine-occident-armement-etats-unis-gaza-complicite

«***Le message adressé par le monde à Israël était que le nettoyage ethnique de la Palestine était acceptable, en compensation de l'Holocauste et de plusieurs siècles d'antisémitisme en Europe. La Palestine a été détruite en douze mois, mais la Nakba se poursuit depuis 75 ans.***» **Ilan Pappé**, historien israélien, auteur du «n*ettoyage ethnique de la Palestine*» (Fayard).

L'Occident vit dans une bulle, coupé des réalités malgré les nombreuses bases militaires qui enserrent le monde arabe, en dépit des non moins nombreux instituts de recherches, de centres d'analyse et de prévisions qui l'auscultent et les innombrables ONG qui le sillonnent.
Coup dur à la dissuasion militaire israélienne, la dernière flambée de violence entre Israël et les Palestiniens, initiée par le Hamas le 7 octobre 2023, signe de manière patente **l'échec de la diplomatie occidentale au Moyen Orient** et de ses manigances en vue de **marginaliser la question palestinienne, pour la réduire à une variable d'ajustement structurel.**

Ironie du sort d'une rare cruauté: l'infiltration massive des combattants du Hamas –première incursion d'une telle ampleur sur le territoire israélien depuis la création de l'état hébreu en 1948– a constitué un coup d'autant plus dur à la dissuasion militaire israélienne qu'il s'est produit dans un pays qui se targue d'avoir mis au point un logiciel d'espionnage ultra perfectionné, -le système Pegasus- qui a mis sur écoutes bon nombre de décideurs à travers le Monde. Espionner la planète toute entière et «dans le même temps» être sourd et aveugle sur ses voisins fait désordre.

Retour sur cette séquence calamiteuse
Oslo, en 1993, devait ouvrir la voie à la création d'un état palestinien en l'espace de cinq ans (soit en 1998), en contrepartie de la renonciation par l'**OLP** (Organisation de libération de la Palestine) à la guérilla anti israélienne. Cette concession majeure, sans pareille dans les annales de lutte des mouvements de libération nationale, s'est révélée contre productive et Oslo, un grand marché de dupes.

Deux des premiers ministres israéliens, l'ultra faucon **Ariel Sharon** et son successeur **Benyamin Netanyahu**, se sont appliqués méthodiquement à vider cet accord de sa substance.
Dov Weisglass, ancien chef de cabinet du premier ministre israélien Ariel Sharon, confirmera ainsi dans une interview au quotidien *Haaretz*, que **l'évacuation des implantations de Gaza et du nord de la Cisjordanie avait pour but d'empêcher indéfiniment la création d'un État palestinien et cela avec l'accord de Washington**.
Préparé en détail par le général de réserve **Meir Dagan**, à l'époque, son conseiller pour les affaires de sécurité, le plan Sharon mis en œuvre dès son élection à la présidence du Conseil en février 2001 prévoyait dans le détail la neutralisation d'Arafat, «*un assassin avec qui on ne négocie pas*», et la destruction de l'accord d'Oslo, «*le plus grand malheur qui se soit abattu sur Israël*». Une opération d'intensité croissante visait à isoler progressivement le président palestinien tant sur le plan intérieur que diplomatique.
.../...
Pour sa part, Benyamin Netanyahu, dans une interview de 2021, ne sachant pas que les caméras tournaient, s'est vanté d'avoir fait échouer les accords d'Oslo au moyen de fausses déclarations et d'ambiguïtés. Il a déclaré: «*J'interpréterai les accords de telle manière qu'il sera possible de mettre fin à cet emballement pour les lignes d'armistice de 1967. Comment nous l'avons fait? Personne n'avait défini précisément ce qu'étaient les zones militaires. Les zones militaires, j'ai dit, sont des zones de sécurité; ainsi, pour ma part, la vallée du Jourdain est une zone militaire.*»
.../...
Résultat de ce micmac israélien opéré avec la complicité agissante des Etats Unis, le chef de file du «Monde Libre»:
Yasser Arafat, signataire des arrangements d'Oslo et à ce titre Prix Nobel de la Paix –avec ses co-signataires israéliens **Yitzhak Rabin** et **Shimon Pérès**–, a été confiné dans sa résidence de Ramallah avant de mourir par empoisonnement, selon les révélations du journaliste israélien Amnon Kapeliouk.
Son successeur, **Mahmoud Abbas**, **discrédité par la lourde tutelle de la puissante occupante sur l'Autorité palestinienne**, est maintenu sur la ligne de flottaison par les États-Unis en vue de servir de garde chiourme des Israéliens dans sa répression des manifestations palestiniennes contre l'occupant.
Au mépris des règles élémentaires de la démocratie, l'octogénaire bureaucrate est maintenu au pouvoir en dehors de toute investiture populaire.
En parallèle, la Cisjordanie a été transformée en un vaste camp de prisonniers à ciel ouvert quadrillé par plus de 700 barrages militaires, et Gaza, un îlot de misère, soumis au double blocus d'Israël et de l'Égypte, où

croupissent près de deux millions de palestiniens, faisant de l'enclave un **dépotoir humain explosif**.
.../...
Conséquence de ses dérives, l'armée israélienne s'est dégradée dans une large mesure, «*passant d'une armée opérationnelle capable de mener des opérations de combat intensives à une force d'occupation*», selon le constat d'**Andreas Krieg**, du King's College de Londres...
Pis, même l'ONU est gangrenée par la censure israélienne au point que l'ESCWA a censuré un rapport qu'elle a commanditée elle même.
En toute impunité, jouissant d'une immunité absolue du fait du veto américain, Israël a ainsi poursuivi son annexion rampante du territoire palestinien, le réduisant à un état croupion.
Avec la complicité des Etats Unis et des Pays européens, la droitisation extrême de la société israélienne a propulsé, en 2022, au terme de quatre consultations électorales, une coalition xénophobe suprémaciste, pervertissant durablement un pays dont ses nombreux sympathisants occidentaux qualifient d' «unique démocratie du Moyen orient», stigmatisé pourtant par l'ONG américaine comme pratiquant un régime d'apartheid».
Sauf à considérer l'intégrisme juif plus soluble dans la démocratie que l'intégrisme musulman, comment expliquer, sinon, cette dualité de comportement à l'égard des principaux protagonistes du conflit israélo-arabe.
Se féliciter de la propulsion au pouvoir de la frange la plus radicale de l'extrême droite israélienne et ostraciser les formations paramilitaires arabes ou islamistes, alors que tant le Likoud que le Hamas ne prévoient pas dans leur charte, le premier, la reconnaissance de la Palestine, et le second, Israël, relève d'un contresens juridique doublé d'une distorsion morale; et que de surcroît les «***Fous de Yahvé***» auront épinglé sur leur tableau de chasse l'ancien premier ministre, **Itzhak Rabin**, le négociateur des accords israélo-palestiniens d'Oslo, signe patent d'une volonté de paix: une cible qu'aucun intégriste palestinien, arabe ou musulman, n'aurait jamais rêvé d'atteindre.

Les combattants du Hamas des «animaux»?

Qu'un dirigeant israélien qualifie les combattants du Hamas d'«animaux» n'est nullement surprenant. Il relève de la rhétorique polémique habituelle des dirigeants israéliens, de **leur mépris à l'égard des Palestiniens et surtout de leur volonté de nier l'identité palestinienne.**
Le bestiaire israélien est en effet riche pour désigner les arabes «des «animaux à quatre pattes», aux «cafards», sans que cette débauche de xénophobie ne suscite la moindre protestation dans les chancelleries occidentales, sans que les Palestiniens ne soient identifiés pour eux mêmes, pour ce qu'ils sont, des Palestiniens, les habitants originels de la Palestine, quand ils ne sont pas qualifiés de «terroristes», ils sont tour à tour, arabes israéliens ou habitants des territoires (lesquels?) ou alors, selon leur appartenance communautaire ou ethnique (druzes, bédouins)

jamais arabes palestiniens ou tout simplement palestiniens.
Dans la mémoire collective palestinienne, le terrorisme pratiqué par le **Hamas** retentit comme une réplique lointaine du terrorisme pratiqué par les **colons juifs** contre les villageois de **Deir Yassine** (1048), de **Qibya** (1953) voire même contre les camps palestiniens de **Sabra Chatila**, en 1982, par l'instrumentalisation de la milice fasciste chrétienne libanaise. .../...

Lettre aux citoyens américains

Par Mazin Qumsiyeh. Arrêt sur info — 02 novembre 2023

arretsurinfo.ch/lettre-aux-citoyens-americains-par-mazin-qumsiyeh/

*[**Mazin Butros Qumsiyeh** (né en 1957 à Beit Sahour: Cisjordanie) est un scientifique et auteur, de nationalité américaine et palestinienne, fondateur et directeur du Musée palestinien d'histoire naturelle (PMNH) et de l'Institut palestinien pour la biodiversité et le développement durable (PIBS) à l'Université de Bethléem où il enseigne. Après avoir été membre des facultés de l'Université du Tennessee (1989-1993), de l'Université Duke (1993-1999) et de l'Université Yale (1999-2005) aux USA, il fait de la recherche et enseigne aux universités de Bethléem et de Birzeit depuis 2008: wikipedia.org/wiki/Mazin_Qumsiyeh ou en français: pkfeyerabend.org/fr/2020/08/29/prof-mazin-b-qumsiyeh-courageux-artisan-de-la-solidarite-en-et-avec-la-palestine/]*

Ma première lettre s'adressait à la population de Gaza. Ma deuxième lettre s'adressait aux Israéliens et aux Juifs qui soutiennent le gouvernement israélien. Ma troisième lettre publique s'adressait au monde.

Lettre ouverte aux citoyens américains
Netanyahou a été filmé (voir la vidéo) en train de dire que les États-Unis étaient facilement manipulables.

121 pays ont voté en faveur d'un cessez-le-feu à l'Assemblée générale des Nations unies. Les États-Unis, Israël et 12 autres pays (la plupart des petits pays dépendant des largesses américaines comme la Micronésie, les Tonga et les îles Marshall) ont voté contre le cessez-le-feu. Ces pays minoritaires (14 contre 121) ont voté pour la poursuite du génocide et ont potentiellement voté pour le début d'une guerre régionale et peut-être mondiale. Mais ils sont aussi désormais partenaires dans le crime de génocide (voir ongaza.org pour les liens). Les États-Unis sont les plus grands parce qu'ils arment Israël et envoient plus d'argent fédéral à Israël, par habitant, qu'aux citoyens américains! Le Congrès doit maintenant se

prononcer sur la demande du président **Biden** de donner à Israël 14,8 milliards de dollars supplémentaires en armes, avec l'argent des contribuables américains (il a également envoyé des armes, des navires américains pour déclencher de nouvelles guerres et des forces américaines Delta pour aider Israël sans l'approbation du public).

En tant que citoyen américain (j'ai vécu aux États-Unis pendant plus de 25 ans avant de retourner dans mon pays natal en 2008), j'ai honte des pouvoirs exécutif et législatif, génocidaires du gouvernement américain. 70 000 crèches sont privées de financement. Le système de santé américain est hypertrophié et dysfonctionnel. Les infrastructures américaines s'effondrent. Il n'existe pratiquement aucun système de transport public décent. Il y a tant de sans-abri dans les rues de toutes les grandes villes américaines. La toxicomanie et la corruption politique. La liste est longue. **Tous ces problèmes auraient pu être résolus avec le coût de ne serait-ce qu'un dixième d'une guerre menée par les États-Unis.** La guerre d'Irak poussée par Israël (également basée sur des mensonges gouvernementaux comme cette guerre) a coûté aux contribuables américains 3 000 milliards de dollars.

Le lobby israélien, y compris ses agents au sein de l'administration américaine, comme le secrétaire d'État **Blinken** (qui a mis en avant sa "judéité" pour justifier son soutien à l'Israël de l'apartheid), est à l'origine d'un grand nombre de ces guerres. Il en va de même pour les intérêts d'entreprises telles que *Raytheon* et *General Dynamics*, dont le cours des actions a augmenté de 15 à 20 % depuis le 7 octobre !

Selon les sondages, la plupart des électeurs américains ont une opinion différente de celle de leur gouvernement, qui soutient aveuglément l'État raciste d'apartheid d'Israël et les guerres sans fin.
Les membres de la force Delta américaine participent activement aux côtés des Israéliens à Gaza (des rapports non confirmés font même état de victimes parmi eux). Les États-Unis agrandissent leurs installations militaires "secrètes" dans le Néguev. Et l'administration américaine a eu la témérité d'appeler le Qatar pour lui dire que la couverture américaine d'*Al-Jazeera* devait être réduite !
Mais des citoyens américains de tous horizons défileront à Washington DC le 4 novembre pour contester la dictature de la minorité qui force les États-Unis à être un partenaire dans le génocide et vous pouvez les rejoindre : *We Are Millions, We Are Billions, We are all Palestinians: Stand with Palestine in DC on November 4th*. Ils se sont déjà engagés dans des actions de désobéissance civile. .../...

Des centaines de manifestants sont arrêtées au Capitole

Il est à noter que les jeunes juifs américains sont plus enclins à défendre les droits de l'homme que leurs parents. *Jewish Voice for Peace*, qui a pris la tête de nombreuses manifestations, est l'organisation juive américaine qui connaît la plus forte croissance. **Être antisioniste n'est pas être antijuif.** Les massacres perpétrés quotidiennement par l'État d'apartheid d'Israël rendent cette évidence de plus en plus évidente. Sous la pression de l'opinion publique, les États-Unis prétendent "*œuvrer pour autoriser l'aide humanitaire à Gaza*", mais les Nations unies et les organisations de défense des droits de l'homme affirment que l'aide autorisée est symbolique (surtout pour les relations publiques) et ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan de ce qui est nécessaire : l'arrêt immédiat des bombardements et un minimum de 100 à 200 camions par jour, y compris le carburant nécessaire pour faire fonctionner les générateurs d'urgence dans les hôpitaux. Les États-Unis ont donc donné le feu vert à Israël pour qu'il continue à bombarder les civils de Gaza à l'aide d'armes américaines, dont le phosphore blanc. Deux massacres de familles entières au cours des dernières 24 heures : [les Israéliens] ont tué des centaines de personnes en utilisant ces armes (*). Près de 2000 civils (la plupart morts, certains vivants) [sont] sous les décombres qui ne peuvent être enlevés en raison du manque d'équipement et de carburant.

Des milliers de patients atteints de cancer mourront faute d'électricité et de médicaments. Des centaines de nouveau-nés en couveuse et des centaines de patients sous dialyse mourront bientôt faute de carburant pour faire fonctionner les générateurs électriques des hôpitaux. Le système de santé est totalement effondré à Gaza. Plusieurs pays (**Bolivie, Colombie, Chili, Brésil, Jordanie**) ont suspendu leurs relations diplomatiques avec Israël (rappel des ambassadeurs). **Sur le plan militaire, il est étonnant que la cinquième armée du monde, soutenue directement par la première puissance militaire du monde, ne soit pas en mesure de faire face à un mouvement de résistance anarchique à Gaza et ne puisse que recourir à des bombardements en tapis à grande échelle, détruisant des quartiers entiers et tuant plus de 10 000 civils (dont 42 % d'enfants) [tuant également certains de leurs propres prisonniers]**. Peut-être qu'ils ne se soucient pas des captifs. Israël a également reçu le feu vert des États-Unis pour emprisonner près de 3 millions de Palestiniens dans une dizaine de camps de concentration en Cisjordanie (l'endroit où je me trouve, à Bethléem, est l'un d'entre eux) et pour nous torturer à sa guise pendant que les médias se concentrent sur Gaza. .../...

La captation du mot « juif » par l'Occident ou la deuxième mort d'un monde

par Sylvain Jean ; 27 octobre 2023

ujfp.org/la-captation-du-mot-juif-par-loccident-ou-la-deuxieme-mort-dun-monde/

C'est le gauchisme familial qui m'a fait depuis toujours propalestinien. Dans le groupe mao qui, jusqu'au milieu des années 1980, prenait une grande place dans ma vie, militaient des ouvriers marocains – Salem, par ex. – et de jeunes femmes juives, dont deux étaient filles de résistantes de la **MOI**. Celles-ci étaient antisionistes. C'était aussi leur héritage familial révolutionnaire. Ma pensée politique doit tant à tous ces gens. Je dédie ce texte à **Cécile Winter**, disparue il y a deux ans.

La guerre que mène le monde dit libre au peuple palestinien à travers son dominion sioniste – l'État d'Israël – ne tient, dans la pensée mais aussi, par conséquent, dans ses actes abominables (massacres de masse depuis 1947, politique génocidaire en ce moment contre les habitants de la bande de Gaza), que par la mise en avant du nom « Juif ».

La raison ultime, l'argument d'autorité, que l'Occident jette à la face de quiconque s'émeut et/ou se révolte devant le calvaire sans fin du peuple palestinien, c'est le nom « Juif ». **Si tu es propalestinien, en vérité, tu es antisémite. Et si tu es antisémite, tu es nazi.** Et si la cause palestinienne est nazie, alors les hommes, les femmes et les enfants palestiniens peuvent mourir de la pire des manières, comme « des animaux humains » ainsi que l'a dit un ministre israélien, puisqu'ils ne font pas partie de l'humanité.

« Juif » est donc mis en avant pour couper court à toute considération en pensée, politique, de la situation. Juif n'est plus qu'une entité indistincte, comme sous le nazisme (« *Les juifs sont notre malheur* » disait la propagande électorale nazie – dire qu'ils seraient, par ex. le bonheur de l'Occident, n'en serait que l'énoncé renversé en miroir). Il faudrait considérer « les Juifs » comme une masse homogène de victimes pour l'éternité et oublier que, précisément, la révolte héroïque, intrépide, du Ghetto de Varsovie en 1943, notamment menée par **Marek Edelma**n, juif bundiste antisioniste, avait pour premier dessein politique pour ses combattants de refuser de mourir comme des chiens ou comme des victimes résignées des nazis. .../...

Réduire ces combattants à leur seule judéité serait toutefois indigne. **Jablonka** explique dans son livre que ses grands-parents juifs communistes refusaient d'être assignés à leur seul être-juif, d'une certaine manière, pour être de tous les combats de l'émancipation des opprimés. De ce point de vue, au moment où le Ghetto de Varsovie s'insurge, il est frère

des esclaves de Saint-Domingue et de Guadeloupe contre Bonaparte et Leclerc voulant rétablir l'esclavage, des Aztèques assassinés par Cortès ou encore des Arméniens massacrés en 1915. Il est frère des Palestiniens insurgés contre la création d'un « état juif » sur décision de l'ONU en 1947.
.../...
Balancer le nom « Juif » pour justifier l'hybris israélien, demander comme Léa Salamé de France inter il y a quelques jours « *Pourquoi cette insensibilité quand il s'agit des Juifs ?* » à deux invités pro-israéliens **alors qu'il est question d'Israël et non « des Juifs » est une insulte à la mémoire des Juifs d'Europe exterminés d'abord par l'Allemagne mais aussi par la France – dont l'Etat, défait dès 1940, collabora avec zèle avec les nazis – et les nationalistes ukrainiens qui, par antisoviétisme, collaborèrent avec les nazis et sont coupables du massacre de Babi Yar qui s'inscrit dans la Shoah par balles.**
Pour effroyable qu'il soit, **Auschwitz**, faut-il le rappeler, est un nom, hélas! Essentiel de l'Occident. **Dans la généalogie de la violence occidentale, il parachève par sa dimension industrielle, d'autres génocides ou crimes de masses.** Dans ses syllabes sanglantes, comme l'écrit Aragon, on entend aussi les indiens du Pérou assassinés, les Aborigènes de Tasmanie éradiqués du vrai monde, les suppliciés de la traite transatlantique, les Arabes d'Algérie et les coolies de l'Inde dont parle **Césaire** dans son *Discours sur le colonialisme* ou encore les Kanaks que Macron vient de traiter peu ou prou comme Robert Lacoste, les Algériens spoliés et assassinés par la France.

Le nom « Juif » cherche à intimider la raison dans toute sa probité à propos du « conflit israélo-palestinien ». **Cet usage du nom est une injure aux morts du crime nazi**. Il n'est pas anodin qu'il soit, en France particulièrement, le fait d'une extrême-droite à l'unisson – à part une poignée d'allumés impolitiques – et d'un gouvernement de droite extrême. Cet usage du nom « Juif » pour justifier un autre crime contre des non-occidentaux aurait bien fait rire les nazis. Du reste, ces derniers étaient très complaisants vis-à-vis des sionistes (ce point est documenté, ne serait-ce que chez l'historien **Philippe Burrin**) puisque ceux-ci aspiraient aussi à ce que les Juifs fuient l'Europe.
L'usage du nom « Juif » à dessein de justifier l'injustifiable et d'organiser la détestable confusion entre « juif » et « sioniste » n'est possible – et en cela usage obscène – que parce que l'extermination des Juifs a eu lieu. Parmi ces Juifs exterminés, Juifs d'Europe, Ashkénazes, le sionisme n'était pas majoritaire. Il y avait, dans l'Est de l'Europe – Pologne et Russie (Ukraine, Biélorussie, notamment) – quelque chose qui, comme dans certaines contrées de Bolivie encore aujourd'hui, résistait à la modernité capitaliste. Ainsi est-ce la persistance du ***shtetl*** [: (Histoire) Bourgade ou quartier juif en Europe de l'Est avant la Seconde Guerre mondiale. Le shtetl, (pluriel : les shtetlech) a disparu d'Europe à la

suite de la collectivisation soviétique et de l'extermination des Juifs par l'Allemagne nazie.], de Juifs religieux et/ou fidèles à la tradition n'ayant rien cédé à la modernité occidentale sur leur foi et sa visibilité notamment vestimentaire, qui a précipité la décision nazie d'exterminer les Juifs d'Europe.

De ce point de vue, quand **Jean-Claude Milner** écrit dans *Les penchants criminels de l'Europe démocratique* que **la destruction des Juifs d'Europe est le cadeau de Hitler à l'Europe**, on ne peut que lui donner raison.
L'Europe démocratique, libérale, a liquidé la métaphysique juive, fût-elle celle de l'étude ou du messianisme révolutionnaire qu'incarnaient par exemple Henoch devenu **Henri Krasucki** ou les grands-parents d'Yvan Jablonka mais aussi la révolution communiste en Russie. Le yiddish y fut déclaré langue officielle.
Dire « Les Juifs » pour défendre les crimes israéliens est insupportable.
Cette assignation foule une seconde fois les sépultures de **Trotsky**, de **Rosa Luxemburg** ou de **Maksymilian Horwitz** et plus généralement des juifs du Yiddishland révolutionnaire assassinés par les nazis. **Tous ces gens étaient socialistes bundistes, communistes et antisionistes.** .../...
De fait, **toute une littérature juive antisioniste annonçait ce que serait la création d'un état « juif », ses conséquences dramatiques, meurtrières.** Marek Edelman, du Bund, resta en Pologne après la guerre. Il parla, après 1945, de « partisans palestiniens » et fut, de ce fait, indésirable en Israël.
Le chantage à l'antisémitisme pour criminaliser le mouvement propalestinien assassine une deuxième fois la judéité révolutionnaire.
C'est parce qu'à ses yeux, Hitler a mis fin au « problème juif » que toute l'extrême-droite n'a que la stigmatisation « Antisémite ! » à la bouche dès lors que l'on défend le combat légitime du peuple palestinien.

Ciotti ni **Meyer Habib** ou **Jérôme Guedj** n'accuseraient un contempteur de Trotsky ou de **Sverdlov** d'être antisémite. Non tant parce que la révolution a poussé ces deux héros à en assumer toute la grave âpreté mais d'abord parce que ces illustres révolutionnaires, comme l'UJFP en France aujourd'hui ou *Jewish voice for peace* aux États-Unis, **refusaient l'inégalité du monde et la rapine impérialiste et coloniale.**
L'apologie par le ministre **Ben Gvir** de la LDJ ou de Baruch Goldstein ne dérange pas nos parlementaires « philo-antisémites » comme dit Julien Théry. Le sujet juif révolutionnaire disparu, emportant avec lui la contestation des états-nations bourgeois et racistes européens et occidentaux, la Révolution française à reprendre dans quelque Internationale, nos partisans féroces de l'État d'Israël peuvent se déclarer philosémites.

L'antisémitisme est une passion criminelle européenne. Ses avatars en Orient – le Farhoud en Iraq par exemple [: Le Farhoud (en arabe: pogrom) est une émeute sanglante contre les Juifs de Bagdad, alors capitale du royaume d'Irak, survenu les 1er et 2 juin 1941.] – proviennent directement de cette matrice.
Ainsi, un démocrate comme **Balfour**, jugeant que la Révolution bolchévique était une révolution juive en quelque sorte, promit un Foyer national juif en Palestine. **Pour liquider l'internationalisme révolutionnaire juif, intégrer « les Juifs » à l'impérialisme dans une sorte de décret Crémieux à l'international, était une idée certes sinistre mais très astucieuse.**
.../...
Rappeler, comme le fait par exemple le Parti socialiste dont le héros Mitterrand, longtemps antisémite assumé, récipiendaire de la Francisque, était à Vichy jusqu'en 1943, que l'extrême-droite soutient Israël pour faire oublier son antisémitisme est d'une pitoyable stupidité. Précisément, une grande partie des antisémites pronazis français ont, après la guerre, soutenu la création de l'État d'Israël parce que le sionisme était la garantie d'une Europe ***judenrein*** [: terme allemand employé sous le Troisième Reich, pendant la Shoah, pour signifier qu'une ville ou un pays, dans l'Europe sous domination nazie, est « nettoyé de ses Juifs ».] pour reprendre l'effroyable vocable nazi.
On sait la mansuétude nazie envers le sionisme, on sait aussi qu'**Eichmann** songea à expulser les Juifs à Madagascar mais aussi en Palestine. **Herzl** lui-même présentait son projet comme un pied de l'Occident en Orient. Les sionistes, rappelle **Omer Bartov** dans *Anatomie d'un génocide*, prenaient modèle sur les nationalismes européens.
Ce qu'on ignore en revanche, du fait d'une **gênante conspiration du silence pour ne pas mettre le sionisme à nu**, c'est que l'écrivain antisémite **Drieu La Rochelle** écrivit dans son testament « *Je meurs antisémite (respectueux des Juifs sionistes)* » ou que **Tixier-Vignancour**, député en 1940, avocat de **Pétain** et candidat *Algérie française* en 1965 avec **Jean-Marie Le Pen** comme directeur de campagne, s'exclama « *À mort les Juifs !* » en voyant **Blum** entrer dans le Casino de Vichy le 10 juillet 1940, jour du vote des pleins pouvoirs à Pétain, puis « *Vive Israël !* » moins de 20 ans plus tard, quand il apercevait **Gisèle Halimi**, avocate du FLN algérien, au Palais de justice de Paris. Ce « *Vive Israël !* » jeté à la face d'une femme juive tunisienne, défendant le FLN, est plein de sens. « *On a perdu Alger mais on a repris Jérusalem* » est l'implicite de Tixier. Israël, comme le dirait plus tard **Cukierman** du **CRIF** à propos de la présence de Le Pen au second tour de 2002, « *apprendra aux musulmans à se tenir tranquilles* ». De fait, **Israël réjouit les antisémites qui se sont vautrés dans la collaboration criminelle avec les nazis**.
.../...

Dans la situation qui nous occupe, on le voit bien, le nom « Juif » n'a comme effet que de paralyser toute dénonciation de l'infamie que l'Occident inflige à la Palestine.
« Les Juifs » comme « Les Musulmans » comme « Les Indiens d'Amérique », cela n'existe pas. Quel rapport entre **Jabotinski** et **Grigori Zinoviev**, pourtant tous deux Juifs d'Ukraine ?
Quel rapport entre **Enrico Macias** ou **Eric Zemmour** et le regretté **Gérard Chaouat**, pro-FLN, pourtant tous trois Juifs d'Algérie ?
Ce qui se passe n'est à penser que du point de vue du droit, de l'émancipation et de la justice. C'est du reste ces principes que défendaient les militants communistes juifs ou les bundistes de Pologne et de Russie il y a un siècle. En outre, Auschwitz ou Buchenwald ne sont pas en Palestine.
Ce n'est pas aux Palestiniens de payer la mauvaise conscience des Allemands, pays de Hitler, et des Français, pays d'Édouard Drumont et de Philippe Henriot qui n'a pas attendu les Allemands pour être antisémite. L'affaire Dreyfus est la matrice du nazisme. Hannah Arendt mais aussi Theodor Herzl l'avaient bien vu.
La question actuelle est celle du colonialisme, de la blanchité impérialiste qui agite perversement le syntagme « Les Juifs », ce signifiant-maître des nouveaux Aryens, disait Cécile Winter, pour troubler les esprits et mettre le sort infligé aux Palestiniens en exception de l'horreur coloniale. .../...

Transmission personnelle le 04/11/2023 d'un article par Pierre PÉGUIN
Articles sur : apag2.wordpress.com

TRAGÉDIE PRÉVISIBLE AU PROCHE-ORIENT

« Sans les Palestiniens, Israël ne peut pas vivre »

Entretien avec Shlomo SAND
fr.wikipedia.org/wiki/Shlomo_Sand
[Shlomo Sand, né le 10 septembre 1946 à Linz en Autriche est un historien israélien spécialisé dans l'histoire contemporaine. Il est professeur à l'université de Tel Aviv depuis 1985 et fait partie des nouveaux historiens israéliens. Sand est un homme de gauche qui milite pour qu'Israël devienne « *un Etat démocratique, de tous les Israéliens, et non plus seulement de*

tous les juifs »…/…]

Source : assawra.blogspot.com/2023/10/shlomo-sand-sans-les-palestiniens.html

Publié dans *L'Humanité* du 19 octobre 2023.

-De Tel-Aviv où il vit et enseigne à l'université, l'historien, ardent défenseur de la paix et de la fin de l'occupation, livre en exclusivité à *l'Humanité* son analyse lucide de la tragédie en cours au Proche-Orient, qui était selon lui, hélas! prévisible.
Historien engagé et volontiers polémiste, Shlomo Sand ne s'est jamais senti aussi mal depuis le 7 octobre. Soldat en 1967, il n'a cessé de militer pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et pour son droit à un État indépendant aux côtés de l'État d'Israël.
Ses ouvrages qui déconstruisent les mythes de « peuple juif » et de la « Terre d'Israël » et lui ont valu une pluie de critiques. Mais il persiste dans son rêve que ses enfants et petits-enfants puissent un jour vivre dans « *un État démocratique qui accorde les mêmes droits à tous ses citoyens, juifs comme palestiniens* ».
Auteur d'Une brève histoire mondiale de la gauche (*la Découverte*, 2022), il revient sur le contexte historique derrière la guerre entre Israël et le Hamas et livre des pistes de solution dans l'entretien qu'il nous a accordé et dans son ouvrage : *État israélo-palestinien ou apartheid ?*, à paraître en janvier 2024 au *Seuil*.

Quel sentiment éprouvez-vous devant cette tragédie qui touche les peuples israélien et palestinien ?
Je suis en état de choc face au degré de violence. Je suis en train de m'éloigner de gens que je pensais proches. Je me sens seul, déprimé. J'ai été choqué, au début, par l'agression horrible du **Hamas**. Condamner le Hamas, il faut le faire. Ma critique profonde à l'égard de ce mouvement, au-delà de la violence, c'est son programme politique.
Il ne cherche pas le compromis avec les Israéliens. Mais, en tant que grand adepte de Gillo Pontecorvo et de son film *"la Bataille d'Alger*", me sont revenus les propos adressés à un militaire français par un militant du FLN, considéré alors comme terroriste : « *Si nous avions vos chars et vos avions, nous n'aurions pas commis d'actes de terreur avec les bombes dans nos couffins.* » Ma position est de **ne pas isoler cette violence du cadre général politique et historique qui l'a fait naître**.

Comment en est-on arrivé là ?

Le Hamas arrive au pouvoir en 2005 grâce à Israël, surtout grâce à **Ariel Sharon**, premier ministre à l'époque. Il avait intérêt à ce que le Hamas prenne le pouvoir à Gaza afin de réduire les pressions pour le retrait total des territoires occupés en 1967. À ce moment-là, beaucoup de Palestiniens adhéraient à l'idée de deux États.
La stratégie de Sharon a été d'**isoler la bande de Gaza de la Cisjordanie et d'éviter tout processus de paix**. Il a instauré **le siège de Gaza, qui dure depuis près de dix-huit ans**. Ensuite, n'oublions pas que l'idéologie sioniste considère l'État d'Israël comme l'État des juifs et non de ses citoyens. Un État qui serait plus proche d'un juif qui habite à Paris que d'un arabe israélien vivant sur place. Un État dans lequel Il y a des citoyens de seconde zone, sans parler de ceux, dans les territoires occupés, qui n'ont aucun droit.
Cette idéologie nourrit les extrémismes, pendant que la gauche s'affaiblit considérablement. Jamais, dans l'histoire d'Israël, elle n'a été aussi faible – cela, dans un contexte d'affaiblissement mondial de la gauche. Enfin, **l'absence de pressions internationales sur Israël a eu pour conséquence de renforcer un électorat et une opinion qui exigent de plus en plus l'éradication de la révolte palestinienne par tous les moyens possibles**.

Beaucoup pointent du doigt la responsabilité du gouvernement de Benyamin Netanyahou et de sa coalition avec l'extrême droite et les suprématistes. Qu'en pensez-vous ?
Netanyahou n'est pas le seul responsable et coupable. Tout le monde au pouvoir en Israël est responsable et coupable, dans le passé et au présent. Le blocus de la bande de Gaza n'a pas commencé par l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, ni l'occupation, la colonisation et l'annexion de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Netanyahou est l'héritier direct d'Ariel Sharon. Il n'a fait qu'aggraver la situation en accélérant la colonisation en Cisjordanie.
Il faut savoir que quatre ministres du gouvernement actuel résident dans ces colonies, dans les territoires occupés ! Rappelons qu'en 2022, 146 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie et, parmi eux, la journaliste **Shireen Abu Akleh**, dont le crime reste impuni à ce jour. Les attaques de villages palestiniens par les colons se multiplient sans que les assaillants ne soient inquiétés.
Face à cette impunité, les Palestiniens, eux, vivent dans l'absence d'une protection internationale. Plus grave, en octobre 2021, sous le gouvernement de **Naftali Bennett-Yaïr Lapid**, six ONG palestiniennes de défense des droits humains ont été déclarées « terroristes », sans qu'elles puissent avoir accès aux dossiers d'instruction pour organiser leur défense.
La révolte des Palestiniens de Gaza a des origines profondes. Pour comprendre les atrocités commises et tout le malheur qui arrive aux Israéliens, un grand malheur, il faut chercher leurs racines dans l'histoire.

Pouvez-vous expliquer, remonter à ces racines ?
L'origine de cette violence, de la haine profonde des Palestiniens, remonte à la **Nakba** de 1948. Plus de 700 000 Palestiniens ont fui ou ont été chassés du territoire qui allait devenir Israël. À Gaza, les réfugiés et leurs descendants ont vu et voient, en face, de l'autre côté de la « frontière », l'implantation des kibboutz, villages et colonies.
En tant qu'historien, je me demande comment des gens dont l'imaginaire collectif repose sur la croyance qu'il y a deux mille ans, on a arraché leurs ancêtres de leurs terres, ne peuvent pas comprendre les gens qui ont été arrachés de leurs terres, il y a soixante-quinze ans, et qui, en plus, vivent en majorité dans la pauvreté. La plupart des Israéliens ne veulent pas savoir. Pourtant, il me revient ce point d'histoire édifiant.
Comme le rappelait **Jean-Pierre Filiu**, dans *Histoire de Gaza*, il s'agit de l'oraison funèbre prononcée par **Moshe Dayan**, chef d'état-major de l'armée, pour le soldat Roy Rotberg, enlevé et assassiné par des Palestiniens de Gaza en 1956 : « *Ne rejetons pas aujourd'hui la faute sur les meurtriers. Depuis huit ans, ils sont assis dans les camps de réfugiés de Gaza et, sous leurs yeux, nous avons transformé les terres et les villages où eux et leurs pères vivaient à notre place. Nous devons rendre des comptes à nous-mêmes ; nous sommes une génération qui colonise la terre et nous devons regarder en face la haine qui enflamme et remplit la vie des centaines de milliers d'Arabes qui vivent autour de nous. C'est le sort de notre génération. C'est le choix de notre vie : être préparés et armés, forts et déterminés*. »

Dans quel état d'esprit est l'opinion à Tel-Aviv ? Qu'en percevez-vous ?
C'est le pire moment dans l'histoire de la conscience politique israélienne. L'opinion, aujourd'hui, est revancharde, même chez les gens dits de gauche. Chaque Israélien compte des victimes parmi ses proches ou connaissances. Les gens sont « polarisés » sur l'atrocité des crimes commis par le Hamas. Pourtant, on ne peut pas représenter Israël comme une pure victime, même si les civils israéliens touchés sont des victimes, et rien ne peut justifier la tuerie d'enfants et de personnes innocentes, quelles qu'elles soient et où qu'elles soient, en Israël ou à Gaza.
Nous le savons tous depuis 1967 : **le refus d'Israël de se retirer des territoires occupés et de reconnaître les droits des Palestiniens nous conduit à cette situation.** Une situation qui, pour le moment, n'aide pas les Israéliens à faire des efforts pour prendre du recul. J'espère que ça va changer.

Peut-on dire que les responsabilités sont partagées entre les gouvernements israéliens et la communauté internationale ?

Israël et ceux qui le soutiennent profitent des massacres commis par le Hamas pour mobiliser les opinions pas seulement contre le Hamas mais contre les Palestiniens. Le rapprochement Arabie saoudite-Israël a été perçu comme un acte de paix alors qu'il vise à affaiblir la Chine et l'Iran et à réduire la question palestinienne à un détail. Il y a un mois, ici, tout le monde pensait qu'on pouvait enterrer la cause palestinienne, en particulier au regard de l'état de l'Autorité palestinienne à Ramallah.
Le soutien inconditionnel d'**Emmanuel Macron** et de **Joe Biden** à Israël **n'aide pas à entrevoir une issue de paix**. Le problème n'est pas seulement de condamner le Hamas. Il est d'occulter la responsabilité d'Israël dans la tragédie en cours. La France doit avoir une position plus claire. **Jamais la diplomatie française n'a été aussi faible.** La France, attachée aux libertés, interdit les manifestations de soutien au peuple palestinien.
Or, **sans solidarité avec ce peuple et avec sa cause, comment dès lors peut-on le convaincre de poursuivre la lutte sans avoir recours à la violence ?** Emmanuel Macron suit Joe Biden les yeux fermés, au lieu d'avoir une politique plus intelligente : aider à un cessez-le-feu, à trouver des voies pour la paix et pour une solution politique.
Oui, condamner le Hamas et en même temps défendre la cause palestinienne ; réaffirmer que ce peuple a droit à son autodétermination, à cesser de souffrir ; mettre fin à une situation d'occupation qui dure depuis trop longtemps. Emmanuel Macron doit aussi condamner Israël dans sa persistance à ne pas reconnaître les droits des Palestiniens et, surtout, il doit dénoncer l'apartheid.

L'apartheid ? ! Savez-vous que ceux, en France, qui parlent d'apartheid pour définir la politique israélienne à l'égard des Palestiniens sont violemment critiqués…
Oui, Israël applique l'apartheid. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est **Tamir Pardo**, ancien chef du Mossad de 2011 à 2016, qui l'a déclaré le 7 septembre à l'agence **AP** : « *Les mécanismes israéliens de contrôle des Palestiniens, depuis les restrictions de mouvement jusqu'à leur placement sous la loi martiale, alors que les colons juifs dans les territoires occupés sont gouvernés par des tribunaux civils, sont à la hauteur de l'ancienne Afrique du Sud.* » **Menahem Begin**, chef du **Likoud**, y avait lui aussi fait référence en 1977, lorsqu'il était pour accorder une citoyenneté aux populations occupées, parce que, disait-il, « *sinon, Israël sera un régime d'apartheid* ».

Entrevoyez-vous une issue pacifique aujourd'hui ?
En vérité, je ne crois pas à la paix aujourd'hui. L'unique espoir est que l'administration américaine fasse pression sur Israël pour négocier avec les Palestiniens. Sans une réelle détermination extérieure, il n'y aura pas de paix. Si on laisse les Israéliens poursuivre leur aveugle politique de

colonisation, cela mènera à sa propre destruction.
Il n'y aura pas de solution armée à ce conflit. **La négociation est la seule voie pour la survie de l'État d'Israël.** Ma position demeure que, **sans les Palestiniens, Israël ne peut pas vivre et disparaîtra.** Mon prochain livre: *État israélo-palestinien ou apartheid ?*, explique qu'Israël n'a pas d'avenir au Proche-Orient sans les Palestiniens.

Quelles solutions, quelles options sont-elles possibles ?
La solution à deux États, je crois, n'est plus viable, hélas! Durant cinquante-cinq ans, j'ai été pour deux États, pour deux peuples sur les frontières de 1967. Une position partagée alors par beaucoup de Palestiniens d'Israël, de Cisjordanie et même de Gaza. Le grand leader **Haider Abdel Shafi,** que j'ai eu la chance de rencontrer à Gaza en 1988, nous encourageait à lutter dans ce sens.
Mais tout cela a été fortement compromis depuis Ariel Sharon, dont la stratégie a été d'isoler Gaza et de faire en sorte que le Hamas, qui n'est pas un partenaire pour la paix, y exerce le pouvoir. Aujourd'hui, la poursuite de la colonisation en vue d'une annexion est en train d'annihiler cet espoir. Plus de 850 000 Israéliens (non arabes) habitent en Cisjordanie, dans les territoires palestiniens occupés.
Dès lors, il reste deux options. Soit le transfert des populations. Des Israéliens pensent que l'on peut encore repousser les Palestiniens de Gaza vers le Sinaï. Mais je veux croire qu'Israël n'a pas intérêt à provoquer une nouvelle Nakba (NDLR : ce terme arabe signifie «catastrophe» et fait référence à l'exode forcé des Palestiniens en 1948), cela déstabiliserait toute la région.
Donc, il faut commencer à construire pas à pas les conditions historiques d'un État fédéral (ou fédération). Rappelons que presque tous les États fédéraux dans l'histoire sont nés du conflit et par la violence. Il est difficile de s'en convaincre aujourd'hui et même de l'imaginer, mais je pense que nous n'avons pas d'autre choix qu'une coexistence pacifique dans une fédération israélo-palestinienne.

Qui aujourd'hui peut être à l'initiative d'une telle solution politique ?
Les Palestiniens vivant en Israël (près de 2 millions) et beaucoup de ceux de Cisjordanie sont pour un État fédéral, même **Marwan Barghouti**, hélas! toujours emprisonné. Lui reconnaît l'existence de l'entité israélienne, alors que le programme politique du Hamas vise l'instauration d'un « État islamique », théocratique.
Mais, avant de déboucher sur un compromis historique et sur la paix, il y aura encore, malheureusement, des catastrophes, car ce qui est grave dans notre monde actuel, c'est cette « symbiose » entre religion et nationalisme. De l'Inde jusqu'à l'Iran, de Gaza jusqu'à Jérusalem, le tandem religion et nationalisme et leur instrumentalisation sont la pire des choses.

Shlomo SAND

Signalement personnel le 20/10/2023 d'un article par Alain SAGAULT
Site : ateliersdartistes.com

L'ENGRENAGE

Par Alain Sagault

Source : ateliersdartistes.com/spip.php?page=article&id_article=10869

Publié vendredi 20 octobre 2023 à 06:21 : LE GLOBE DE L'HOMME MOYEN.

20 octobre 2023, 4h30, nuit noire.

Je n'oublie pas la Shoah.
Quoi qu'il arrive, je ne l'oublierai jamais.
Je l'ai découverte tout jeune, et le choc terrifiant de cette incompréhensible et impardonnable monstruosité a failli me rendre fou. Ce jour-là, j'ai perdu d'un seul coup toute confiance en l'humanité – et en moi, par conséquent. Depuis, je crois que nous sommes tous coupables d'être humains – c'est à dire inhumains.

Je peux comprendre que le peuple juif, principale victime de l'horreur innommable du nazisme, ait cherché par tous les moyens, y compris le terrorisme, à retrouver un pays et la sécurité que donne la puissance économique et militaire. Puisque la force règle la conduite humaine au point de lui permettre de s'affranchir de toute humanité, comme nous l'avons constaté à nos dépens, servons-nous de la force pour obtenir ce que nous ne pourrons jamais obtenir autrement. Tels ont été le raisonnement et la pratique des Israéliens, et le succès a dépassé leurs espérances.

Mais l'usage de la force comme solution à tous les problèmes nous en rend

esclaves et la retourne inévitablement contre nous. Car la force ignore la justice et par là même appelle à la résistance ceux qu'elle contraint injustement.
C'est ainsi que les victimes deviennent à leur tour bourreaux. Et que leurs victimes aspirent à le devenir à leur tour.

La loi du talion a un grave inconvénient. Non seulement elle se répète indéfiniment, chaque camp l'appliquant à son tour à l'autre camp avec le sentiment d'être dans son droit et la satisfaction d'avoir fait à l'ennemi autant de mal que celui-ci lui en avait fait, mais elle tend à l'escalade. Œil pour œil, dent pour dent ne suffit pas longtemps, la vraie logique du talion, c'est pour un œil, les deux yeux, pour une dent, toute la mâchoire. Et que le meilleur gagne !

La « logique » du talion amène inévitablement à la logique de la terreur, que partagent dès lors les victimes devenues bourreaux et leurs victimes converties au terrorisme.

L'humanité ne retrouvera une chance de vivre en paix qu'en sortant de l'engrenage « naturel » par lequel un groupe opprimé trouve dans sa tentative de survie la force que donne la solidarité du désespoir, combat et vainc l'oppresseur, puis devient à son tour oppresseur, avant de succomber à la révolte de ceux qu'il opprime.

Il fait encore nuit. Je suis vidé, effondré. Je revois les photos du livre qui m'a dévoilé Auschwitz, je revois les mots qui ont tué chez moi la foi en l'homme, et 70 ans après, des sanglots me secouent à nouveau. On n'en finira donc jamais ?

Ce qui rend fous les êtres humains qui voudraient le rester, c'est notre impuissance à comprendre que **la loi du plus fort est un terrible aveu de faiblesse et un suicide programmé.**

Seuls l'échange et le partage sont féconds.

Il est temps pour l'humanité d'accepter d'être faible et d'apprendre à pleurer ensemble.

La vraie force, c'est de décider d'écouter l'autre et de s'écouter soi-même.
Que veut-il dire, et moi, que veut dire ce que je dis ? !

Alain SAGAULT

Envoi personnel du 28/03/2023 d'un article par Maurice SARAZIN

GÉRER LE PAYS AU MIEUX DES INTÉRÊTS COLLECTIFS

(Texte partiel extrait d'un ouvrage concernant "les causes du chômage", écrit en 1994 par Maurice SARAZIN et diffusé avec son autorisation expresse)

.../...

Gérer le Pays au mieux des intérêts collectifs.

On peut ainsi affirmer que, depuis des décennies, la classe politique exploite le gisement de crédulité que constitue l'électorat français. On a l'impression que cette classe politique a estimé une fois pour toutes que la France est un Pays riche et prospère, sur lequel elle peut se livrer, sans aucun soucis, à son ambition de pouvoir et cela sans se soucier de la santé économique du pays.

Tout le monde s'accorde pour constater que nous sommes en pleine guerre économique et qu'il faut se défendre pied à pied pour survivre.

De quelle chance de victoire pourrait-on raisonnablement accréditer une armée qui irait au combat avec deux états-majors, dont un seul à la fois serait responsable de la conduite des opérations. L'autre ayant, au nom de la Démocratie, le droit d'user de toutes les perfidies possibles, y compris l'intelligence avec l'ennemi, pour faire perdre la bataille au responsable en titre, de façon à l'évincer et à prendre la place de celui-ci qui, une fois écarté, mettra autant d'ardeur à le combattre à son tour ?

Il faut croire que le pouvoir procure de très grandes satisfactions intellectuelles et autres avantages matériels inavouables de tous ordres pour que des hommes, apparemment intelligents, se battent avec autant d'ardeur et si peu de fair-play, pour y accéder.
Ils sacrifient ainsi l'intérêt général des citoyens à leurs folles et

orgueilleuses ambitions politiques.

D'aucun a dit que la politique était "*l'Art du possible*". Cette affirmation semble pertinente si on prend soin de compléter la définition de la politique comme étant : "*L'ensemble des moyens permettant d'accéder au pouvoir et de s'y maintenir*".

L'important, au nom de cet "*Art du possible*", est de faire le strict minimum pour éviter les réactions de tel ou tel lobby corporatif, influent, dont le mécontentement (généralement suscité sournoisement en coulisse par l'opposition) pourrait provoquer des troubles sociaux et amener ainsi la chute des élus au pouvoir. Cela bien sûr, à l'exclusion de toute idée directrice, altruiste, visant à faire évoluer notre société vers plus de justice sociale.

Nous sommes donc davantage gouvernés par une sorte de navigation du pouvoir entre les écueils que fait surgir devant lui l'opposition, que par l'exécution méthodique d'un programme cohérent visant à nous faire sortir de la crise.
Avant d'accéder au pouvoir, les politiques présentent aux électeurs des programmes plus ou moins réalistes, voir parfois purement démagogiques, mais toujours alléchants.

De toute façon, quelle que soit la faction accédant au pouvoir, elle n'aura jamais le loisir d'appliquer entièrement son programme.
En effet l'opposition, un peu à la façon dont les malotrus vous coupent la parole avant que vous ayez fini d'exprimer vos pensées, s'opposera à l'exécution du dit programme, uniquement par principe.

Sait-on jamais, quelquefois que le dit programme réussisse et maintienne ainsi au pouvoir le concurrent à évincer !
Ainsi, depuis des décennies, nos gouvernements successifs n'ont jamais pu vraiment conduire la politique pour laquelle ils avaient été élus !
On a même vu, très souvent, une politique de gauche faite par une équipe de droite et réciproquement !

C'est donc de la loi inévitable de l'alternance dont nous souffrons, car on ne peut pas dire qu'une seule fois un gouvernement n'a eu le loisir de mettre son programme à exécution durant le temps qui lui était imparti. L'électorat, sans mémoire, sanctionne souvent la défaite avant que le dernier combat ne soit encore livré.

Un autre a dit que l'intérêt général doit toujours passer avant l'intérêt personnel.
Il convient de souscrire à priori à cette affirmation en ajoutant toutefois que l'intérêt personnel le plus égoïste est avant tout de servir l'intérêt général en premier. Car rien n'est indépendant dans les sociétés humaines comme dans tout l'Univers et le bien collectif est le seul chemin qui conduise à la satisfaction et au vrai bonheur individuel.

Ainsi, occupés qu'ils sont à se chamailler entre eux, avec même ardeur et même inconscience que des écoliers irresponsables dans la cour de récréation de l'école communale, certains hommes politiques ne voient pas, ou ne veulent pas voir, la dérive de notre société.
Ils ne cherchent pas à en analyser les véritables causes ou, s'ils l'ont fait, ne veulent surtout pas y porter le vrai remède.
En effet cela remettrait en question leur propre avenir politique pour le temps qu'il leur reste égoïstement à gouverner.
C'est la seule voie d'accès au bonheur qu'ils se sont tracée : "***être au pouvoir et s'y maintenir***". Le bonheur du citoyen il y a belle lurette qu'ils se savent impuissants à l'assurer et qu'ils ont compris que ce bonheur se situe bien en dehors des actions, relevant du simple "*Art du possible*", du monde politique.

Précisons tout d'abord que le droit au travail est une invention politique et, qu'avant l'essor industriel de la fin du siècle dernier, aucun citoyen n'aurait songé à rendre les politiques responsables s'il ne trouvait pas un emploi.
Ce sont les politiques qui se sont eux-mêmes assignés cette responsabilité, uniquement dans le but de se créer un fonds de commerce électoral.

A noter, en passant, que le politique est toujours prêt à sauter sur n'importe quel fléau pour se créer son fonds de commerce. Il choisira celui qui lui semble le plus médiatisé, donc le plus préoccupant pour ses électeurs, même si ce fléau ne relève manifestement pas de sa seule compétence.

Aujourd'hui le S.I.D.A., fléau effrayant dont l'origine est inconnue, et qui a en premier, sévit dans les milieux toxicomanes et homosexuels, est devenu un enjeu politique au nom duquel on mobilise sans hésitation tous les médias pour faire recette.
Un tel comportement est purement démagogique et le milieu de la recherche médicale est sûrement plus compétent que le politique

pour résoudre ce problème grave.
La seule action sensée du pouvoir en ce domaine serait de transférer les fonds dépensés inutilement à fabriquer des armements, qui sont généralement obsolètes dès leur conception, vers ce nouveau danger qui pourrait peut être mieux décimer la population de la planète qu'une nouvelle guerre mondiale.

Ainsi posons nous la question de savoir quelle utilité peut bien avoir un porte-avions à propulsion nucléaire dans un éventuel conflit moderne où toutes les flottes de surface seraient irrémédiablement envoyées par le fond dès les premiers engagements ?

Le politique, comme la mouche du coche de la fable, s'attribue volontiers tous les mérites si le char de l'État sort du bourbier.
Il ne consent que plus modestement à assumer un échec et il faut voir les trésors d'hypocrisie déployés pour le justifier en en attribuant généralement la cause à ceux d'avant qui, on vous l'avait bien dit, conduiraient le pays à la ruine !

Ainsi, Monsieur **François Mitterrand** ne peut nier avoir solennellement promis aux Français avant d'être élu que, lui au pouvoir, les deux millions de chômeurs ne seraient jamais dépassés.
Il aurait même ajouté avec force que cette éventualité était totalement exclue car parfaitement intolérable !
C'est en partie sur ce critère qu'un peu plus de la moitié des Français lui a confié les rênes du char de l'État !

Aujourd'hui le seuil de l'intolérable est officiellement et largement dépassé. (Certains prétendent même que les quatre millions de chômeurs sont nettement dépassés).
Il nous a été longuement expliqué depuis que les causes du chômage échappent au pouvoir et qu'elles se situent ailleurs, dans une crise économique généralisée, étendue à toute la planète, donc très diffuse et manifestement en dehors de la responsabilité des politiques.
N'en tenons pas rigueur à Monsieur Mitterrand, c'est un homme politique dans toute l'acception du terme et il se devait de jouer le même jeu que ses adversaires.

Il s'agit d'un jeu pervers où l'Art du "faire-savoir" l'emporte largement sur le "savoir-faire".

Le "savoir-faire" quand il n'est pas au rendez-vous, ce qui hélas n'est que trop souvent le cas, n'est pas vécu comme un problème.

Le temps s'est généralement écoulé, certains ont oublié les fallacieuses promesses et, entre temps, de nouvelles et multiples raisons sont apparues pour justifier cet échec !
Donc l'essentiel en politique est de "faire-savoir" et surtout de persuader que l'on détient le "savoir-faire", c'est le seul critère sur lequel on sera élu !
L'électeur moyen n'a manifestement pas le temps ni le discernement voulu pour distinguer les vraies promesses du simple bluff démagogique. Il ne peut donc s'en remettre qu'à l'impression apparente de sincérité qui se dégage du discours politique.
C'est d'ailleurs pourquoi nos hommes politiques, prétendants au pouvoir ou soucieux de s'y maintenir, suivent presque tous des cours, dits d'expression et de communication, dispensés par des comédiens professionnels, (autrement dit, des cours de Comédie !) ce qui laisse rêveur quant à leur sincérité.

Ne voit-on pas également les hommes politiques confier l'aspect médiatique de leur campagne électorale à des officines de publicité en renom qui assurent leur promotion comme on lance une nouvelle marque de lessive !
Tout un chacun se souvient sans doute de cette fameuse *"force tranquille"* qui nous a conduit tranquillement là où nous sommes, sans perdre un iota de sa superbe, et dont on cherche encore aujourd'hui où est passée cette force, dont on ne perçoit plus que l'apparente tranquillité !

Le politique est donc parfaitement incapable d'endiguer le chômage et il le sait très bien car il faut lui accorder une intelligence supérieure à la moyenne, intelligence qui n'a d'égal que son haut niveau d'égoïsme et d'irresponsabilité.

Aussi les solutions prônées de temps à autre par des politiques de tendances diverses, pour faire régresser le chômage, sont consternantes de naïveté pour ne pas dire d'incohérence pure et simple, quand ce n'est pas jusqu'à proposer de déclarer le chômage illégal !

En effet le politique sent bien qu'il doit, sous peine de discrédit, "faire semblant" de trouver la solution miracle qui nous fera entrevoir le bout du tunnel et qui amorcera la régression du chômage. Quand on manque de jugement et d'esprit d'analyse, on se raccroche à n'importe quelle idée. L'important est qu'elle ait un caractère médiatique certain, susceptible de mettre transitivement en vedette son auteur.

Or, si on recherche les premières manifestations importantes du chômage, on les trouvent dans la récession économique qui s'est en premier abattue sur les industries lourdes : aciérie, sidérurgie, les charbonnages, construction navale, etc.
Ces industries avaient pour caractéristique commune, une main d'œuvre abondante dont les salaires, augmentés des charges sociales, étaient déterminants dans la structure du prix de revient des produits finis.
Ces salaires bien que relativement bas étaient quand même suffisamment gonflés par les charges sociales de l'époque pour rendre nos produits non compétitifs sur le marché international.
Ce sont les pays en voie de développement, donc à bas niveau de salaire, qui nous ont fermé ces marchés, en produisant à des prix extrêmement bas, non grevés par les charges sociales et cela même sur notre propre marché intérieur.
Ces grandes industries lourdes, à taux d'emploi élevé, ont été purement et simplement abandonnées par le monde politique, au bénéfice des technologies dites de pointes qui, selon les politiques éclairés du moment, allaient nous sauver de la crise.

C'est donc à grands coups de subventions que les politiques ont cru relancer la machine économique en favorisant la création d'industries à haute technicité.
Des sommes fabuleuses, qui n'ont pas été perdues pour tout le monde, ont été engagées par l'État, notamment pour la formation accélérée à ces techniques de pointe, soi-disant génératrices d'emplois.

Nos chers politiques n'avaient pas compris que, plus une technique est sophistiquée, plus les spécialistes qui la pratiquent doivent être formés longtemps et moins ces techniques ne nécessitent de main d'œuvre, à chiffre d'affaire égal. Il aurait donc fallu créer infiniment plus d'entreprises spécialisées en technique de pointe, ce qui n'était manifestement pas possible.

De plus, la durée de carrière d'un spécialiste en technique de pointe est également très courte, car ces techniques sont en perpétuelle évolution. Les employeurs, enfermés dans le carcan de la compétitivité, préfèrent employer de jeunes cadres nouvellement formés aux techniques nouvelles, plutôt que de faire suivre des cours de recyclage aux "jeunes anciens" qu'il est plus rentable de licencier.

Petit à petit la récession a gagné ces métiers plus techniques et les solutions actuelles, proposées par les politiques, relèvent toujours davantage de la science du replâtrage hâtif, que d'une vraie maîtrise des lois économiques et de la réalité industrielle.
Ainsi, certains prônent le partage du temps de travail sans préciser ce qu'il adviendra du partage du salaire.

Il faut être naïf pour oser croire qu'un employeur acceptera de partager un poste de travail entre deux ou plusieurs personnes, (ce qui lui occasionnera immanquablement des frais supplémentaires et des retards d'exécution), sans partager le salaire dans le même rapport, déduction faite, bien entendu, de ces inévitables frais supplémentaires !
La réduction du temps de travail est du même niveau d'incohérence et démontre bien l'incompétence du politique face au chômage. **La seule compétence du politique est bien celle qu'il applique pour accéder ou se maintenir au pouvoir.** .../...

Maurice SARAZIN

Envoi personnel du 20/10/2023 d'un article par Marc JUTIER
Sites : fraternitecitoyenne.blog4ever.com & marcjutier.over-blog.fr

AVENIR POLITIQUE DE LA FRANCE

par Marc Jutier pour "Parti du Peuple Souverain" : PPS
(appellation temporaire)

Chers compatriotes et concitoyen-ne-s,

Nous sollicitons tous les citoyens français, toutes les associations et groupes politiques qui sont sur une ligne politique souverainiste, sociale et antimondialisation libérale afin de créer ensemble un parti politique au sens de la loi **n° 88-227 du 11 mars 1988** : cnccfp.fr/partis-politiques/creer-un-parti-politique

Une formation politique dans laquelle :

. les **candidats aux législatives sont choisis par la base des militants** au niveau de la circonscription ;

. est organisée **une primaire pour trouver un candidat à la présidentielle** ;

. le texte fondateur est court afin de rassembler le plus de monde possible sur une ligne politique claire. Ce texte devrait inclure que **ce parti est démocratique, souverainiste et alternatif au néolibéralisme** ; réellement démocratique, pour remettre les citoyens au cœur des réflexions et des décisions par **la mise en place de Référenda d'Initiative Citoyenne (RIC)** pour toutes les questions d'importances, **souverainiste dans le sens qu'il s'oppose au projet mondialiste de cette oligarchie financière**, **internationale** qui veut détruire les nations et **alternatif au projet productiviste, prédateur, destructeur et libéral.** Bref, un parti qui propose de restaurer le "bien commun" et le "vivre ensemble" contrairement au projet néolibéral.

Nous croyons que l'avenir politique de la France passe par la création d'un grand parti vraiment populaire, **vraiment démocratique dans son fonctionnement et fondamentalement alternatif au projet néolibéral. Notre objectif est de présenter des candidats aux élections législatives et présidentielle de 2027** et ce mouvement à vocation à s'instaurer dans la durée.

Si ce projet de création d'une nouvelle formation politique, répond, d'une façon ou d'une autre, à vos aspirations, contactez le Secrétariat temporaire, **adhérez au groupe *facebook*, transmettez ce message à vos contacts.** Pour être signataire officiel de l'APPEL, envoyez un courriel au secrétariat comme indiqué sur la page de l'APPEL.

Pour l'instant, ce mouvement citoyen, ce futur parti, c'est : **un blog, un APPEL signé par une centaine de personne, un groupe facebook de 4000 membres, une Coordination nationale temporaire, un Secrétariat temporaire et une Assemblée Générale Constitutive prévu début 2024 en IDF** [Île De France].

Le texte d'APPEL et ses 50 premiers signataires :
fraternitecitoyenne.blog4ever.com/appel

La page web de l'évolution de l'idée – l'historique :
fraternitecitoyenne.blog4ever.com/creons-un-parti-politique-populaire-et-

souverainiste-pps-1

oooooooooooooooooooooooooooo

ARGUMENTAIRE

Notre constat et que nous sommes de plus en plus nombreux à trouver que la « coupe est pleine » ! Depuis novembre 2018, les Français clament leur colère : le ruissellement promis est en réalité une évaporation et depuis mars 2020, nous sommes de plus en plus nombreux à comprendre que le véritable virus, c'est cette caste mondialiste qui est en guerre contre les Peuples ! **Elle veut asseoir sa gouvernance totalitaire sur des populations soumises, prêtes à sacrifier leurs libertés dans une société de contrôle total.**

Aujourd'hui plus qu'hier, **la caste qui contrôle le système monétaire est supra-nationale, invisible et apatride**. Elle utilise des serviteurs vils et corrompus – médias, technocrates et la plupart des politiciens – sous couvert d'institutions légitimes – FMI, BCE, OCDE, UE, OTAN, etc. – qui défendent toutes le même logiciel néolibéral. Ils sont 1% seulement ; nous sommes 99%.

Certes nous sommes nombreux, mais nous sommes dispersés, divisés, séparés. Alors comme nous en avons assez d'être exploités, infantilisés et méprisés, nous avons décidé de devenir adultes, souverains et autonomes. Nous décidons donc de créer un mouvement d'union citoyenne, démocratique, humaniste, écologiste et anti-mondialisation-libérale qui rassemble et fédère le peuple contre l'oligarchie financière ; un parti qui propose le Référendum d'Initiative Citoyenne - le **RIC** - en tant qu'instrument du pouvoir du Peuple souverain afin de proposer des référendums pour toutes les questions d'importances stratégiques, telles que par exemple « la sortie de l'OTAN » ou encore « la sortie de l'euro » ; afin que l'État puisse se réapproprier le contrôle de sa monnaie, c'est à dire sa souveraineté monétaire et ainsi échapper aux diktats de l'oligarchie financière.

Il s'agit simplement de rassembler les citoyens qui ont compris « qui » est vraiment l'ennemi du peuple afin de virer du pouvoir cette oligarchie financière et technocratique qui nous manipule avec leur monnaie de singe depuis trop longtemps. Alors vous qui avez compris le rôle mortifère du mondialisme néolibéral et de cette Union Européenne ordo-libérale, vous qui rejetez cette « élite » de banquiers et de milliardaires qui possède la puissance financière, pharmaceutique et médiatique et qui a pour objectif

de détruire la souveraineté des États et des populations, alors rassemblons-nous et préparons-nous.

Le peuple doit prendre conscience de l'importance fondamentale de la création monétaire. Michel Rocard avait déclaré à la radio, je cite : « nous vivons dans un super État bancaire international ». En effet, le système monétaire actuel est la principale source de nos problèmes de société et d'environnement.

Ce système – **la création monétaire ex nihilo par la dette – est profondément absurde, défectueux et inique** ; de fait, c'est une véritable escroquerie. Les questions de comment est créée la monnaie et de quelle est la motivation de ceux qui contrôlent son émission, sont primordiales. La monnaie n'est qu'un moyen pour mobiliser l'énergie humaine et son émission devrait légitimement appartenir aux institutions représentant les citoyens et… Ce n'est pas le cas aujourd'hui et c'est bien le cœur du problème !

Le pouvoir dans nos démocraties est donc détenu par les maîtres du capital financier, globalisé. Ce sont ces oligarchies qui gouvernent la planète. La démocratie française, comme toutes les autres en Occident, n'a pas le pouvoir réel sur les choses essentielles. Les décisions sont prises par les oligarchies, c'est-à-dire les PDG des grandes banques et des sociétés financières multinationales.

Ces oligarchies ont une seule stratégie : la maximalisation du profit dans le temps le plus court et à n'importe quel prix humain et environnemental. **Cela aboutit à un mépris absolu du bien commun, à la destruction progressive de la planète, de la biodiversité, des forêts tropicales, avec l'empoisonnement des sols, de l'eau et des mers.** Leur dogme qui dit que seul le marché fait l'histoire et qu'il obéit à des «lois naturelles» est, évidemment, un pur mensonge.

Notre société trop souvent mécanique, froide et impersonnelle, souffre d'une déshumanisation, de logiques strictement comptables et de perspectives à courte durée. Pour en sortir, il faut reconstruire une société plus solidaire, qui permette un partage plus égalitaire des richesses et offre une promotion à chaque être humain.

Le modèle de société néolibérale, qui a produit la contre-civilisation qui est la nôtre, est un cancer qui ronge et détruit non seulement le vivant, la terre, les mers, l'air, tout ce qui marche, nage, pousse ou vole, mais qui annihile aussi les sociétés humaines, les rabaissant à un agglomérat d'égoïsmes en concurrence, de consommateurs compulsifs aliénés aux « cerveaux disponibles ». Il n'est plus à

démontrer les ravages de l'idéologie libérale sur l'humanité et la Nature.

C'est donc une alternative à ce système mortifère que nous devons mettre en place. Un retour du politique dans l'économie premièrement par un contrôle de la monnaie par l'État afin de développer une société plus juste et plus respectueuse de l'environnement. Un modèle de société réellement social, écologique et démocratique.

Il serait tout à fait possible de vivre dans une démocratie radicalement différente de celle d'aujourd'hui. On pourrait facilement vivre dans une société plus harmonieuse et cela n'a rien d'extraordinaire dans le fond. Si nous ne vivons pas déjà dans une société plus apaisée, c'est simplement parce que nous n'avons pas ouvert les yeux en termes de choix politiques, fondamentaux.

Ce sont nos choix politiques qui doivent déterminer si, oui ou non, les banques privées, les transnationales, la société de consommation et la publicité existent ou n'existent plus ; si, oui ou non, la fonction bancaire doit être un véritable droit régalien ou un droit privé comme aujourd'hui ; si, oui ou non, le pouvoir politique partage avec les citoyens et les élus de base, le fonctionnement de la production de marchandises et du système dans son ensemble.

Suite au rétablissement de notre souveraineté monétaire, il nous faudra, également, récupérer notre souveraineté économique par une planification aux fins d'une reconstruction de chaînes de la valeur, plus autocentrées sur le territoire ; et forcément par une interdiction de la financiarisation et des activités spéculatives, parasitaires et rentières ; une décarbonisation des activités ; un développement des filières écologiques comme par exemple celle de l'économie circulaire.

Il faut utiliser notre souveraineté économique pour rebâtir un monde moins concurrentiel et respectueux des valeurs françaises : rétablir des droits de douanes compensateurs des inégalités de protection sociale entre pays ; établir le principe d'un maxima des rémunérations.

L'Union Européenne est une technocratie exclusivement au service des banquiers, des multinationales et des marchés, au sein de laquelle les états membres ont perdu leur capacité d'autodétermination dans la plupart des domaines dont, la sauvegarde des services publics, les couvertures sociales, les retraites, l'autonomie monétaire, la gestion de l'endettement, le contrôle des importations et des flux migratoires, la défense nationale (la liste est non exhaustive). Pourtant toute nation doit absolument disposer de sa totale autodétermination afin d'être en mesure

de sauvegarder, tant le bien être de sa population que son propre équilibre économique.

C'est ainsi que pour promulguer les lois en faveur de la population, dont celles qui permettront de reprendre la main sur l'ensemble de ces dérives, il sera nécessaire de s'affranchir de cette tutelle mortifère européenne, dont l'histoire démontre qu'elle fut créée sous l'impulsion américaine, avec le consentement coupable de nos élites, dans un but d'une domination sur l'Europe.

Avec cette décision, la France populaire, fidèle à son histoire de fer de lance en terme de lutte pour la sauvegarde des valeurs humaines, devra à nouveau être à l'initiative. Les conséquences économiques et sociales nettement positives, réveilleront automatiquement les populations des autres pays, qui entraîneront naturellement leurs nations à faire de même.

En tant que l'un des 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'O.N.U., la France retrouvera sa place dans le concert des nations, où elle sera écoutée.

Afin de promouvoir l'harmonie européenne de l'Atlantique à l'Oural, un accord de partenariat solidaire dans le respect de l'autodétermination des nations, sera proposé aux pays européens. Cet accord visant des échanges commerciaux équitables, sans concurrence entre nations, fera revivre l'**OIC** (Organisation Internationale du Commerce) qui fut signé en 1948 entre 54 pays industrialisés, y compris par les États-Unis qui le dénoncèrent par la suite afin de le remplacer par l'**OMC** en 1995 pour l'effacement des frontières commerciales, source de la concurrence des travailleurs les uns contre les autres à l'échelle mondiale.

L'exemple mitigé de l'indépendance de la Grande Bretagne face à l'UE, ne sera pas à considérer, entendu que la connivence contre les peuples de la part des hautes bourgeoisies restées aux manettes, y a fait le choix de laisser précisément le pays dans les règles de l'OMC évoquées ci-dessus, laissant le monde du travail, dans la précarité de la désindustrialisation et de l'agriculture en déclin.

Dans cette démarche d'autodétermination de la nation, nous serons aussi motivés par le constat de l'accélération des dégradations de notre société depuis l'intégration à notre constitution en 2008 du **traité de Lisbonne** qui met la France sous la tutelle de l'oligarchie européenne. Une opération effectuée par la **trahison de Sarkozy** et de nos parlementaires, à la majorité des 3/5èmes, avec la reprise du Traité Constitutionnel Européen (**TCE**) pourtant refusé par les électeurs français par référendum le 29 mai 2005.

Nous sommes de plus en plus nombreux à proposer une nouvelle civilisation d'harmonie, d'autonomie, de liberté, de partage, de respect mutuel et de préservation de l'environnement. Cette vision a commencé dans nos têtes et la concrétisation de cette société est inéluctable. Forcément, ceux qui sont à la tête des transnationales, ceux qui nous manipulent et nous tiennent en esclavage avec leur monnaie de singe n'apprécient pas cette évolution, cette prise de conscience ! Une nouvelle forme d'organisation sociale, un nouveau paradigme libéré de l'emprise du marché et de l'esclavage de la monnaie dette émerge à l'horizon, nous sommes à l'aube d'une nouvelle civilisation.

Dans de plus en plus de pays, les peuples défendent leurs souverainetés contre les banquiers-mondialistes. La question qui compte est : est-ce que les individus, les institutions et les nations sont souverains, notamment concernant les questions d'alimentation, de santé et de libertés, ou bien sont ils sous le contrôle et la domination d'une oligarchie occidentale ? Autrement dit, sommes- nous pour un monde unipolaire contrôlé par les banquiers, les multinationales et le « divin » marché de la City et de Wall Street ou pour un monde multipolaire.

Quoi qu'il en soit, l'émergence d'un monde multipolaire s'est considérablement accéléré et devient une réalité depuis la guerre en Ukraine entre l'OTAN et la Fédération de Russie. L'effondrement du dollar est en marche et l'on peut prédire une succession de faillites bancaires ainsi qu'une hyper-inflation en Occident.

C'est à ces questions cruciales, c'est à ces choix de société auquel nous devrions répondre par nos suffrages lors des élections souveraines de notre pays : les élections législatives et présidentielle. Il s'agit de se rassembler pour susciter un mouvement populaire en conjonction avec différents groupes politiques et initiatives citoyennes afin de créer un grand mouvement, un grand parti populaire pour les élections du printemps 2027.

Nous décidons donc de créer un mouvement d'Union citoyenne, démocratique, humaniste, écologiste et anti-mondialisation-libérale qui a les trois caractéristiques suivantes :

- **Premièrement**, un parti qui défend une **ligne politique souverainiste, sociale et antimondialisation libérale** en totale rupture avec le fléau de la mondialisation. **Un projet politique réellement démocratique**, pour remettre les citoyens au cœur des réflexions et des décisions par **la mise en place de référendums d'Initiative Citoyenne** (RIC) pour toutes les questions d'importances. **Un parti souverainiste – dans le sens qu'il s'oppose au projet mondialiste de cette oligarchie financière**

internationale qui veut détruire les nations ; un parti qui prévoit de rendre à la France a) son autodétermination vis-à-vis de ses tutelles actuelles dont l'Union Européenne et autres grands organismes supranationaux, b) le contrôle de son commerce extérieur, ainsi que c) l'usage plein et entier de sa propre monnaie – cela afin d'être à même de répondre aux exigences sociales et salariales légitimes de la population avec d) un projet de société radicalement alternatif à l'ultraproductivisme actuel, prédateur de l'humain et destructeur de l'environnement.

- **Deuxièmement**, un parti qui soit fondamentalement démocratique dans son fonctionnement avec **des candidats aux législatives désignés par la base des militants dans des comités locaux souverains** au niveau de la circonscription électorale.

- **Troisièmement**, un parti qui organise une primaire pour la présidentielle. Les règles de cette primaire devraient ressembler à ceci : **une pré-sélection par proposition (parrainage) des citoyens ; les 12 candidats les plus proposés pourront se présenter au 1er tour et un 2e tour avec les deux premiers**. Cette primaire devra se dérouler au moins 6 mois avant le 1er tour officiel.

Le cœur de cette idée de création de parti est, évidemment, l'organisation et la dynamique d'une primaire pour la présidentielle. Il n'y a pas de « de Gaulle » naturel et donc, il faut trouver le moyen d'un trouver un ! Un des objectifs de cette création de parti est donc de « tordre le bras » des candidats potentiels de notre camp à la présidentielle pour qu'ils participent à cette primaire. L'organisation et la dynamique d'une primaire semblent bien être la seule solution. Cette primaire, idéalement, devrait se tenir en juin 2026, ce qui laissera le temps au gagnant de rassembler et de s'organiser pour faire le meilleur score possible.

D'autre part, il nous a semblé extrêmement important que les citoyens choisissent leur candidat au niveau de la circonscription électorale pour les législatives (comme ce n'est pas le cas dans la majorité des partis existants !). Quoi qu'il en soit, les campagnes pour l'élection présidentielle et les élections législatives sont une seule et même campagne électorale, une campagne jumelée.

Avec les adresses courriels collectées lors des scrutins de la primaire pour la présidentielle, nous aurons une base citoyenne qui permettra aux militants d'élire localement (au niveau de la circonscription) leur candidat pour les législatives de juin 2027. Ces scrutins primaires pour les législatives pourraient avoir lieu en novembre 2026.

L'idée exposée ici a germé en septembre 2021 et s'est affinée depuis,

lorsqu'un certain nombre de citoyens, essentiellement des ***Gilets Jaunes***, ont constaté qu'un « vrai » parti populaire, démocratique en interne, souverainiste et antimondialisation libérale, n'existait pas dans le paysage politique français. Il nous a semblé évident que les conditions de succès étaient liées à l'horizontalité de son organisation et donc à la désignation des candidats aux législatives par la base des militants et à l'organisation d'une primaire pour la présidentielle.

Il est impossible de boycotter la présidentielle en 5e République. Depuis l'instauration du quinquennat, les citoyens votent, peu ou prou, au 1er tour des législatives comme au 1er tour de la présidentielle.

La dynamique insufflée par une primaire nous semble être la seule possibilité de gagner (n'est pas de Gaulle qui veut ! L'aventure d'Asselineau en est la démonstration). **Aujourd'hui, seuls, les candidats soutenus par le système (médias des milliardaires et des banques) peuvent gagner.** La solution pour le peuple ne peut passer que par une mobilisation par la base – la promesse que les candidats aux législatives ne sont pas choisis par un « bureau national » et l'organisation d'une primaire – semblent être les seules solutions pour notre camp.

Une primaire avec des milliers de bureaux de votes et, au moins, un million de votants. Pour mémoire la primaire du PS en 2011, c'était 9000 bureaux de vote pour 2,6 et 2,8 millions de votants.

Nous ne croyons pas en l'idée de groupuscules qui passent des accords politiques ou techniques. Nous croyons qu'il ne doit exister qu'une seule structure qui défend ce qui vient d'être exposé, un parti politique au sens de la loi du 11 mars 1988, mais, bien entendu, rien n'empêche le débat entre les militants et les différents courants qu'ils constituent sur des propositions programmatiques concrètes comme dans tout Parti politique démocratique. Sur cette base, puissions-nous construire un grand Parti populaire.

Nos Valeurs humanistes et démocratiques mettent l'Humain au cœur de nos préoccupations ; **le citoyen est souverain sur ses représentants, le Pays est souverain en ses frontières et le pouvoir du peuple est souverain sur le monde économique.** Nos propositions sur le social - sur le *revenu universel* par exemple -, sur l'éducation, l'agriculture, l'alimentation, la santé, les affaires étrangères, la défense, la justice, la police, les institutions, la production et la distribution des biens matériels, la culture, l'énergie, le logement, la ruralité, les transports, etc., feront l'objet de débats et de réflexions entre les membres du mouvement afin d'établir les grandes orientations de notre projet.

Bref, l'idée est simple : créer un mouvement citoyen qui soit

fondamentalement démocratique dans son fonctionnement ; qui désigne notre véritable adversaire : l'oligarchie financière, c'est à dire, les actionnaires des multinationales et les grands banquiers - ; et ; [un mouvement citoyen] qui s'emploie - une fois au pouvoir - à mettre en œuvre **une politique pour que la monnaie devienne un moyen au service du peuple et non un outil d'asservissement** comme il l'est aujourd'hui.

Pour gagner notre souveraineté, il faudra bien trouver les moyens de nous rassembler et de nous organiser !

"Parti du Peuple Souverain" : PPS

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : https://jj-pat-rey.com/
sous-domaine
https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/